

CONTRATS CONCURRENCE CONSOMMATION

SUPPLÉMENT À LA REVUE
DE DÉCEMBRE 2016

26^E ANNÉE - ISSN 1156-8291

SOUS LA DIRECTION DE :

Laurent LEVENEUR, Marie MALAURIE-VIGNAL,
Georges DECOCQ

TABLES ANNUELLES 2016

Table des auteurs (page 1)

Tables des études et des chroniques (page 9)

Index alphabétique général (page 11)

Table chronologique de jurisprudence (page 20)

Table chronologique des textes (page 27)

Par mois

JANVIER

Repère	n° 1
Alertes	n° 1 à 6
Étude	n° 1
Commentaires	n° 1 à 29
Formule	n° 1
Fiche pratique	n° 1

FÉVRIER

Repère	n° 2
Alertes	n° 7 à 17
Étude	n° 2
Chronique	n° 1
Commentaires	n° 30 à 58
Formule	n° 2

MARS

Repère	n° 3
Alertes	n° 18 à 24
Étude	n° 3
Chronique	n° 2

Commentaires	n° 59 à 85
Formule	n° 3

AVRIL

Repère	n° 4
Alertes	n° 25 à 37
Études	n° 4 et 5
Commentaires	n° 86 à 109
Formule	n° 4

MAI

Dossiers	n° 1 à 9
Repère	n° 5
Alertes	n° 38 à 43
Commentaires	n° 110 à 134
Formule	n° 5

JUIN

Dossiers	n° 10 à 16
Repère	n° 6
Alertes	n° 44 à 51
Commentaires	n° 135 à 159

Formule	n° 6
---------	------

JUILLET

Repère	n° 7
Alertes	n° 52 à 58
Étude	n° 6
Chronique	n° 3
Commentaires	n° 160 à 182
Formule	n° 7

AOÛT/SEPTEMBRE

Repère	n° 8
Alertes	n° 59 à 70
Étude	n° 7
Chronique	n° 4
Commentaires	n° 183 à 203
Formule	n° 8

OCTOBRE

Repère	n° 9
Alertes	n° 71 à 76
Études	n° 8 et 9

Commentaires	n° 204 à 226
Formule	n° 10

NOVEMBRE

Repère	n° 10
Alertes	n° 77 à 83
Études	n° 10 et 11
Commentaires	n° 227 à 246
Formule	n° 11

DÉCEMBRE

Repère	n° 11
Alertes	n° 84 à 92
Études	n° 12 et 13
Commentaires	n° 247 à 270
Formule	n° 12

Par rubrique

DOSSIER

Mai	n° 1 à 9
Juin	n° 10 à 16

REPÈRE

Janvier	n° 1
Février	n° 2
Mars	n° 3
Avril	n° 4
Mai	n° 5
Juin	n° 6
Juillet	n° 7
Août/Septembre	n° 8
Octobre	n° 9
Novembre	n° 10
Décembre	n° 11

ALERTE

Janvier	n° 1 à 6
Février	n° 7 à 17
Mars	n° 18 à 24
Avril	n° 25 à 37
Mai	n° 38 à 43
Juin	n° 44 à 51
Juillet	n° 52 à 58

Août/Septembre	n° 59 à 70
Octobre	n° 71 à 76
Novembre	n° 77 à 83
Décembre	n° 84 à 92

ÉTUDE

Janvier	n° 1
Février	n° 2
Mars	n° 3
Avril	n° 4 et 5
Juillet	n° 6
Août/Septembre	n° 7
Octobre	n° 8 et 9
Novembre	n° 10 et 11
Décembre	n° 12 et 13

CHRONIQUE

Février	n° 1
Mars	n° 2
Juillet	n° 3
Août/Septembre	n° 4

COMMENTAIRE

Janvier	n° 1 à 29
Février	n° 30 à 58

Mars	n° 59 à 85
Avril	n° 86 à 109
Mai	n° 110 à 134
Juin	n° 135 à 159
Juillet	n° 160 à 182
Août/Septembre	n° 183 à 203
Octobre	n° 204 à 226
Novembre	n° 227 à 246
Décembre	n° 247 à 270

FORMULE

Janvier	n° 1
Février	n° 2
Mars	n° 3
Avril	n° 4
Mai	n° 5
Juin	n° 6
Juillet	n° 7
Août/Septembre	n° 8
Octobre	n° 10
Novembre	n° 11
Décembre	n° 12

FICHE PRATIQUE

Janvier	n° 1
---------	------

Contrats - Concurrence - Consommation

REVUE MENSUELLE DU JURISCLASSEUR

Président-Directeur général,
Directeur de la publication :
Philippe Carillon

Directrice éditoriale :
Caroline Sordet
caroline.sordet@lexisnexis.fr

Directrice de rédaction :
Marie-Astrid d'Evry
Marie-Astrid.DEVRY@lexisnexis.fr

Directeurs :
Laurent Leveure,
professeur à l'université
de Paris II

Marie Malaurie-Vignal,
professeur à l'université
de Versailles Saint-Quentin-en-
Yvelines

Georges Decocq,
professeur agrégé à l'université
de Paris-Dauphine

Guy Raymond, professeur
honoraire de la faculté
de droit et des sciences sociales
de Poitiers

Rédactrice en chef :
Sarah-Laure Destombes-Guillon
Tél. : 01 45 58 93 12
sarah-laure.guillon@lexisnexis.fr

Rédacteur en chef adjoint :
Artur Michalski
Tél. : 01 45 58 93 65
artur.michalski@lexisnexis.fr

Éditeur assistant :
Caroline Christodoulos
Tél. : 01 45 58 93 58
caroline.christodoulos@lexisnexis.fr

Publicité : IM Régie, Caroline Spire
23, rue Faidherbe - 75011 Paris
Tél. : 01 40 24 13 35
c.spire@impub.fr

Abonnement annuel 2015
France métropolitaine : 224,62 € TTC
DOM-TOM et Étranger : 237,60 € HT
Prix de vente au numéro : 25,53 € TTC
www.lexisnexis.fr

Tél. : 0 821 200 700
0,112 € puis 0,09 €/min à partir d'un poste fixe

LexisNexis SA
SA au capital de 1 584 800 €
552 029 431 RCS Paris
Principal associé :
Reed Elsevier France SA
Siège social :
141, rue de Javel
75747 Paris Cedex 15

Commission paritaire n° 0719 T 85214
N° Impr. 5498
N° Éd. 5494
Dépôt légal à parution

Louis-Julien ALEMAN, *doctorant, membre de l'équipe du droit de la consommation et du marché - Université de Montpellier, UMR 5815, Dynamiques du droit*

- Fin du monopole des associations nationales : vers une action de groupe démocratique ? (Consommation) **étude 4 (avr.)**

Yann ANSELIN, *avocat, équipe droit de la concurrence, Norton Rose Fulbright*

- Nouvelles méthodes d'investigation des autorités de concurrence : le responsable informatique au coeur de l'action **alerte 25 (avr.)**

Linda ARCELIN, *maître de conférences à l'Université de La Rochelle*

- Économie numérique, données et plateformes (Concurrence) **dossier 16 (juin)**

Hélène AUBRY, *professeur à l'université Paris-Sud, Paris-Saclay, membre de l'Institut droit éthique patrimoine (IDEP)*

- La normalisation au regard des règles de concurrence (Concurrence) **étude 3 (mars)**

Laurent AYACHE, *avocat à la cour*

- Concurrence, régulation et secteur public (Pratiques anticoncurrentielles) **chron. 2 (mars)**

Jamel BACCAR, *docteur en droit, avocat à Tunis et enseignant à l'Institut supérieur d'administration des affaires en Tunisie*

- Justice négociée : la procédure de clémence en droit tunisien de la concurrence (Justice négociée) **étude 11 (nov.)**

Sabine BERNHEIM-DESVAUX, *maître de conférences HDR à l'Université d'Angers, expert du pôle « Droit des contrats, de la consommation et du commerce électronique » du Réseau Trans Europe Experts*

- Les bonnes résolutions... (Droit de la consommation) **repère 1 (janv.)**
- Un repère qui perd ses repères ? (Contrats et obligations) **repère 6 (juin)**
- L'ordonnance de recodification du Code de la consommation a été publiée ! (Consommation) **alerte 38 (mai)**
- Regards croisés sur la réforme de la partie législative du Code de la consommation (Code de la consommation) **étude 7 (août-sept.)**
- Appréciation de la disproportion du cautionnement (Cautionnement) **comm. 20 (janv.)**
- Notion de consommateur (Contrat de consommation) **comm. 21 (janv.)**
comm. 22 (janv.)
- Contrat de déménagement et droit international privé (Contrat de consommation) **comm. 23 (janv.)**
- Vente à crédit d'un toit photovoltaïque (Crédit affecté) **comm. 24 (janv.)**
- Délai biennal de forclusion et découvert en compte tacite (Crédit à la consommation) **comm. 25 (janv.)**
- Délai biennal de forclusion et report d'échéances (Crédit à la consommation) **comm. 26 (janv.)**
- Renvoi d'une question préjudicielle à la CJUE par la Cour d'appel de Paris (Publicité comparative) **comm. 27 (janv.)**
- Célérité exigée lors du retrait de produits alimentaires dangereux pour la santé (Santé du consommateur) **comm. 28 (janv.)**
- Responsabilité du fait des produits défectueux (Responsabilité du fait des produits défectueux) **comm. 29 (janv.)**

- Notion de non-professionnel appliquée au syndic de copropriétaires (Contrats de consommation) **comm. 49 (févr.)**
- Champ d'application de l'usure (Contrat de crédit) **comm. 50 (févr.)**
- Preuve et sanction du défaut de consultation du FCIP (Crédit à la consommation) **comm. 51 (févr.)**
- Précision sur la prescription biennale de l'action en paiement des honoraires (Avocat) **comm. 52 (févr.)**
- Sanction du défaut de conformité d'un animal de compagnie (Vente) **comm. 53 (févr.)**
- Clauses abusives (Clause abusive) **comm. 54 (févr.)**
- Garantie de conformité dans la vente (Garantie de conformité) **comm. 55 (févr.)**
- Étiquetage des denrées alimentaires (Étiquetage des denrées alimentaires préemballées) **comm. 56 (févr.)**
- Crédit à la consommation (Crédit à la consommation) **comm. 57 (févr.)**
- Crédit affecté (Crédit affecté) **comm. 58 (févr.)**
- Qualités de consommateur et de professionnel appliquées à une SCI (Contrats de consommation) **comm. 76 (mars)**
- Location meublée et charge des réparations. (Clauses abusives) **comm. 77 (mars)**
- Application de la législation sur les clauses abusives au contrat d'abonnement d'eau (Clauses abusives) **comm. 78 (mars)**
- Interdiction de la publicité sur le tabac (Santé des consommateurs) **comm. 79 (mars)**
- Appréciation de la bonne foi du débiteur (Surendettement) **comm. 80 (mars)**
- Conciliation de la saisie immobilière et de la procédure de surendettement (Surendettement) **comm. 81 (mars)**
- Non-professionnel (Contrat de consommation) **comm. 82 (mars)**
- Crédit à la consommation (Crédit à la consommation) **comm. 83 (mars)**
comm. 84 (mars)
- Garantie de conformité dans la vente (Vente) **comm. 85 (mars)**
- Revirement de jurisprudence sur la prescription biennale du crédit immobilier (Contrat de consommation) **comm. 103 (avr.)**
- Précisions utiles sur le domaine d'application de la prescription biennale (Contrat de consommation) **comm. 104 (avr.)**
- Une SCI peut bénéficier de la législation sur les clauses abusives (Clauses abusives) **comm. 105 (avr.)**
- Pratiques commerciales trompeuses (Courtage) **comm. 106 (avr.)**
comm. 107 (avr.)
- Crédit à la consommation (Crédit à la consommation) **comm. 108 (avr.)**
- Saisine de la juridiction de proximité (Juridiction de proximité) **comm. 109 (avr.)**
- Vente d'électricité par un particulier (Contrats de consommation) **comm. 128 (mai)**
- Un non-professionnel ne bénéficie pas nécessairement du dispositif de tacite reconduction des contrats. (Contrats de consommation) **comm. 129 (mai)**
- Abus de la faiblesse de personnes âgées, seules et malades (Contrat hors établissement) **comm. 130 (mai)**
- Rejet de la faculté de résilier annuellement un contrat d'assurance de prêt (Crédit) **comm. 131 (mai)**
- Réseaux sociaux et clause attributive de compétence (Clauses abusives) **comm. 132 (mai)**
- Surendettement (Surendettement) **comm. 133 (mai)**

- Crédit (*Crédit*) **comm. 134 (mai)**
 - Recevabilité de l'action en suppression des clauses abusives intentée par une association de consommateurs (*Clauses abusives*) **comm. 153 (juin)**
 - Opposabilité des conditions particulières auxquelles renvoient les conditions générales du contrat (*Contrat d'assurance*) **comm. 154 (juin)**
 - Attention à la mise en oeuvre des garanties dans la vente ! (*Vente*) **comm. 155 (juin)**
 - Sanction pénale prononcée à l'encontre des ventes pyramidales (*Vente pyramidale*) **comm. 156 (juin)**
 - Computation des délais de la prescription biennale (*Crédit*) **comm. 157 (juin)**
 - Cautionnement (*Cautionnement*) **comm. 158 (juin)**
 - Vente d'une éolienne (*Vente*) **comm. 159 (juin)**
 - Mise en oeuvre du devoir du juge de relever d'office les clauses abusives (*Clauses abusives*) **comm. 176 (juill.)**
 - Clair-obscur sur la prescription biennale du crédit immobilier (*Contrat de consommation*) **comm. 177 (juill.)**
 - Rejet des trois procédures intentées par les géants de la distribution et de la fabrication de cigarettes (*Santé des consommateurs*) **comm. 178 (juill.)**
 - Créance du Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions (FGTI) (*Surendettement*) **comm. 179 (juill.)**
 - Consommation collaborative (*Bail*) **comm. 180 (juill.)**
 - Clauses abusives (*Clauses abusives*) **comm. 181 (juill.)**
comm. 182 (juill.)
 - Adoption in extrémis de la partie réglementaire du Code de la consommation ! (*Code de la consommation*) **comm. 199 (août-sept.)**
 - Un comité d'entreprise est un non professionnel bénéficiant du dispositif de tacite reconduction des contrats (*Contrats de consommation*) **comm. 200 (août-sept.)**
 - Définition du professionnel tenu de respecter la législation sur les clauses abusives (*Clauses abusives*) **comm. 201 (août-sept.)**
 - Crédit à la consommation (*Crédit à la consommation*) **comm. 202 (août-sept.)**
comm. 203 (août-sept.)
 - Éclaircie sur la prescription biennale du crédit immobilier (*Contrat de consommation*) **comm. 222 (oct.)**
 - Conditions du délit de facilitation à la falsification d'une denrée alimentaire (*Falsification de denrées alimentaires*) **comm. 223 (oct.)**
 - Les cotisations sociales sont des dettes professionnelles. (*Surendettement des particuliers*) **comm. 224 (oct.)**
 - Publicité trompeuse (*Prix des médicaments*) **comm. 225 (oct.)**
 - Publicité comparative (*Publicité comparative*) **comm. 226 (oct.)**
 - Les conditions de licéité de la vente d'un ordinateur équipé de logiciels préinstallés (*Pratiques commerciales déloyales*) **comm. 243 (nov.)**
 - Le médecin bénéficie-t-il de la législation protectrice sur le démarchage à domicile ? (*Démarchage à domicile*) **comm. 244 (nov.)**
 - Validité de l'acte introductif d'instance signé électroniquement via Demanderjustice.com (*Action en justice*) **comm. 245 (nov.)**
 - Suppression des juges de proximité (*Juges de proximité*) **comm. 246 (nov.)**
 - L'exigence du trio : mention manuscrite, signature et paraphe (*Cautionnement*) **comm. 267 (déc.)**
 - L'aval d'une lettre de change irrégulière est soumis à l'exigence de la mention manuscrite du Code de la consommation (*Cautionnement*) **comm. 268 (déc.)**
 - La prescription biennale s'applique à un prêt de nature spéculative (*Contrat de consommation*) **comm. 269 (déc.)**
 - Transport aérien de personnes (*Transport aérien*) **comm. 270 (déc.)**
- Thierry BOILLOT, direction juridique LafargeHolcim**
- Politique(s) tarifaire(s) des entreprises en position dominante depuis l'arrêt Post Danmark II, vues croisées économiste et juriste (*Abus de position dominante*) **dossier 14 (juin)**
- Frédéric BOISSART, responsable juridique, correspondant Informatique et Libertés**
- Les clauses sur la protection des données personnelles : un enjeu toujours plus important lors des négociations contractuelles (*Contrats*) **alerte 44 (juin)**
- David BOSCO, professeur à Aix-Marseille université (EA 4224), directeur du JurisClasseur Concurrence-Consommation**
- GAFA et droit de la concurrence (*Concurrence*) **repère 4 (avr.)**
 - Une page se tourne (peut-être) à l'Autorité de la concurrence (*Autorité de la concurrence*) **repère 10 (nov.)**
 - Droit des concentrations (*Compagnies aériennes*) **chron. 1 (févr.)**
chron. 4 (août-sept.)
 - Sanction judiciaire de la politique de remises de la SNCM (*Abus de position dominante*) **comm. 14 (janv.)**
 - Le prix conseillé lors d'une conférence de presse relève-t-il du droit des ententes ? (*Entente*) **comm. 15 (janv.)**
 - Rappel des limites de la compétence de pleine juridiction du Tribunal (*Entente*) **comm. 74 (mars)**
 - La notion d'entreprise et le plafond des sanctions pécuniaires (*Pratiques anticoncurrentielles*) **comm. 75 (mars)**
 - Sanction exemplaire d'Orange pour abus de position dominante sur le marché des communications électroniques à destination des professionnels (*Abus de position dominante*) **comm. 98 (avr.)**
 - Recours collectifs en Belgique : la condition d'agrément de l'association de consommateurs est contraire à la libre prestation de services (*Action de groupe*) **comm. 122 (mai)**
 - Le Conseil d'État ouvre le champ du recours pour excès de pouvoir contre les actes des autorités de régulation (*Procédure*) **comm. 125 (mai)**
 - Enquêtes de concurrence : pas d'accès direct au juge des libertés et de la détention pendant les investigations (*Concurrence*) **comm. 147 (juin)**
 - Les plateformes et la distribution sélective (*Distribution sélective*) **comm. 148 (juin)**
 - Données et droit de la concurrence : la régulation concurrentielle se prépare... (*Concurrence*) **comm. 172 (juill.)**
 - Des précisions sur la responsabilité d'une société holding du fait de sa filiale (*Entente*) **comm. 173 (juill.)**
 - « Zone grise » et mesures conservatoires (*Abus de position dominante*) **comm. 216 (oct.)**
 - De la responsabilité concurrentielle du fait d'un tiers (*Entente*) **comm. 218 (oct.)**
 - Des sanctions antitrust majorées pour venir en aide aux victimes (*Pratiques anticoncurrentielles*) **comm. 241 (nov.)**
 - Rabais d'exclusivité : l'avocat général Nils Wahl invite la Cour à censurer l'analyse du Tribunal dans l'arrêt Intel (*Abus de position dominante*) **comm. 262 (déc.)**
 - Un avis de l'Autorité sur la liberté d'installation des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation (*Professions réglementées*) **comm. 266 (déc.)**
- Charles BOUFFIER, avocat sénior, Auguste & Debouzy avocats**
- L'action en suppression de clauses illicites ou abusives au lendemain de la loi Macron (*Clauses abusives ou illicites*) **étude 2 (févr.)**

Julie BOYER, doctorante, Université Paris I, Panthéon-Sorbonne

- L'accord de confidentialité dans la pratique des affaires (*Contrats et obligations*) **alerte 18 (mars)**

Geoffroy BRUNAUX, maître de conférences à l'université de Reims Champagne-Ardenne, membre du CEJESCO, directeur adjoint de l'Institut d'études judiciaires

- La clause d'absence de pollution dans la vente de terrains pollués (*Vente de terrains pollués*) **formule 2 (févr.)**
- Clause de cession du contrat de bail à construction par le preneur (*Contrats*) **formule 5 (mai)**
- La clause prévoyant le versement d'une indemnité d'immobilisation dans les promesses unilatérales de vente (*Promesse unilatérale*) **formule 8 (août-sept.)**
- La clause relative à l'objet d'un pacte de préférence quand le bien est divisible ou inclus dans un ensemble (*Contrats et obligations*) **formule 11 (nov.)**

Charles-Édouard BUCHER, maître de conférences à l'Université Panthéon-Assas

- Le traitement des situations d'imprévision dans l'ordonnance : il manque la notice (*Contrats et obligations*) **dossier 6 (mai)**

François CAULET, avocat au Barreau des Pyrénées-Orientales, vice-président du Cercle des juristes européens

- Le Droit européen de la consommation : l'exemple franco-espagnol (*Consommation*) **alerte 52 (juill.)**

Muriel CHAGNY, professeur à l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, directeur du Master Contrats Concurrence

- Dix ans de droit de la concurrence : Rétrospectives et perspectives (*Concurrence*) **dossier 11 (juin)**

Philippe CHARLES, co-fondateur du Cabinet AGN Avocats, avocat au Barreau de Paris

- Guide de la distribution 2016 (*Distribution*) **alerte 59 (août-sept.)**

François CHÉNEDÉ, professeur à l'université Jean Moulin Lyon III

- La cause est morte... vive la cause ? (*Contrats et obligations*) **dossier 4 (mai)**

Aurélien CONDOMINES, Avocat à la cour, Morgan Lewis

- La durée des pratiques anticoncurrentielles : enjeux et critères d'appréciation en droit français et européen (*Pratiques anticoncurrentielles*) **étude 10 (nov.)**

Krystel COPET, analyste JurisData

- Indemnisation de la rupture brutale des relations commerciales (*Concurrence*) **fiche pratique 1 (janv.)**

Michaël COUSIN, avocat à la Cour, Ashurst

- Politique(s) tarifaire(s) des entreprises en position dominante depuis l'arrêt Post Danmark II, vues croisées économiste et juriste (*Abus de position dominante*) **dossier 14 (juin)**

Georges DECOCQ, professeur à l'Université Paris-Dauphine, directeur de l'École Droit Dauphine, PSL Research University

- Vers une nouvelle réforme de l'Autorité de la concurrence ? (*Autorité de la concurrence*) **repère 2 (févr.)**
- Les professions juridiques réglementées et la loi Macron (*Professions juridiques réglementées*) **repère 8 (août-sept.)**
- Une entreprise de conseil peut être complice d'une entente (*Entente*) **comm. 16 (janv.)**
- La clause d'un bail commercial peut avoir des effets anticoncurrentiels. (*Entente*) **comm. 17 (janv.)**
- Les filiales sont responsables civilement lorsque leur société mère est sanctionnée par la Commission

européenne (*Private enforcement*) **comm. 18 (janv.)**

- Google n'a pas eu de stratégie d'éviction sur le marché de la cartographie (*Private enforcement*) **comm. 19 (janv.)**

• Application de la notion d'infraction unique et continue en matière d'abus de position dominante (*Abus de position dominante*) **comm. 45 (févr.)**

• Organisation de marché versus droit de la concurrence (*Entente*) **comm. 46 (févr.)**

• De la difficulté de rapporter des éléments suffisamment probants (*Entente et abus de dépendance économique*) **comm. 47 (févr.)**

• La personne publique victime d'une entente peut demander réparation devant les juridictions administratives (*Private enforcement*) **comm. 48 (févr.)**

• Précisions sur le rejet d'une saisine appuyé sur des éléments insuffisamment probants (*Abus de position dominante*) **comm. 70 (mars)**

• Une répartition de marché est une infraction par objet (*Entente*) **comm. 71 (mars)**

• La cour d'appel suit la Cour de cassation (*Entente*) **comm. 72 (mars)**

• Le mail cheval de Troie d'une pratique concertée (*Entente*) **comm. 73 (mars)**

• Fin de partie dans l'affaire Odile Jacob (*Contrôle des concentrations*) **comm. 99 (avr.)**

• Le dispositif d'une décision constatant une infraction aux règles de la concurrence est de nature à établir des droits à réparation des entreprises victimes d'une entente (*Entente*) **comm. 100 (avr.)**

• Le Tribunal confirme les amendes de 131 millions d'euros infligées à Toshiba et Mitsubishi Electric (*Entente*) **comm. 101 (avr.)**

• Échelonnement du paiement de l'amende et fourniture d'une garantie bancaire (*Procédure*) **comm. 102 (avr.)**

• L'administration fiscale doit choisir la procédure de règlement des difficultés de l'entreprise la plus avantageuse (*Aides d'État*) **comm. 123 (mai)**

• La société mère emprunte sa responsabilité à ses filiales (*Entente*) **comm. 124 (mai)**

• La CJUE annule des décisions de demandes de renseignements (*Procédure*) **comm. 126 (mai)**

• La décision d'irrecevabilité de la plainte n'est pas entachée de vice de procédure (*Procédure*) **comm. 127 (mai)**

• De la difficulté de définir un marché pertinent (*Private enforcement*) **comm. 149 (juin)**

• Sous couvert d'interprétation, le juge ne peut statuer sur une situation nouvelle (*Procédure*) **comm. 150 (juin)**

• Pas de RPVA pour les recours contre les décisions de l'Autorité de la concurrence (*Procédure*) **comm. 151 (juin)**

• Time is money (*Procédure*) **comm. 152 (juin)**

• La vente en ligne ne constitue pas par principe et dans tous les cas un marché distinct de la vente physique (*Abus de position dominante*) **comm. 170 (juill.)**

• Réduction de la sanction pécuniaire en raison d'une insécurité juridique (*Abus de position dominante*) **comm. 171 (juill.)**

• Il appartient à la victime de rapporter la preuve de l'abus (*Private enforcement*) **comm. 174 (juill.)**

• Précisions sur les conséquences financières de la réformation d'une amende (*Procédure*) **comm. 175 (juill.)**

• Le non-respect des engagements est une faute civile (*Contrôle des concentrations et responsabilité civile*) **comm. 195 (août-sept.)**

• La société mère est responsable de sa filiale même lorsqu'elle lui a donné comme consigne de ne pas participer à une entente (*Entente*) **comm. 196 (août-sept.)**

• Une réduction de l'amende suppose la fourniture d'éléments de preuve apportant à la Commission une

valeur ajoutée significative (<i>Entente</i>).....	comm. 197 (août-sept.)	
• Une condamnation de la règle de raison (<i>Entente</i>).....	comm. 198 (août-sept.)	
• Annulation partielle d'une décision autorisant une opération de concentration (<i>Contrôle des concentrations</i>).....	comm. 217 (oct.)	
• Un accord de partage des marchés matérialisé par une clause de non-concurrence (<i>Entente</i>).....	comm. 219 (oct.)	
• Licence de brevet versus droit des ententes (<i>Entente</i>).....	comm. 220 (oct.)	
• Constitutionnalité du droit d'obtenir communication des documents professionnels de l'entreprise lors d'une enquête (<i>Procédure</i>).....	comm. 221 (oct.)	
• La difficulté pour les tiers de contester des engagements (<i>Abus de position dominante</i>).....	comm. 238 (nov.)	
• De quelques précisions sur le calcul des amendes (<i>Entente</i>).....	comm. 239 (nov.)	
• Les écoutes sont un moyen de preuve admissible (<i>Entente</i>).....	comm. 240 (nov.)	
• La saisine d'office de l'Autorité de la concurrence ne viole pas les droits de la défense (<i>Procédure</i>).....	comm. 242 (nov.)	
• Rejet des recours pour excès de pouvoir dans l'affaire AEMB contre EUROFINs (<i>Contrôle des concentrations</i>).....	comm. 263 (déc.)	
• Rejet d'un référé de suspension contre une décision de l'Autorité de la concurrence autorisant une opération de concentration sous réserve d'engagements (<i>Contrôle des concentrations</i>).....	comm. 264 (déc.)	
• Une sanction sévère pour des manquements à des engagements (<i>Engagements</i>).....	comm. 265 (déc.)	
Bruno DEMONT, docteur en droit ; avocat à la cour, Cabinet Karila & Associés		
• Le regard du praticien sur la réforme du droit des contrats et des obligations (<i>Contrats et obligations</i>).....	dossier 9 (mai)	
Marie de DROUAS, avocat à la Cour		
• Intervention des tiers lors de l'examen d'une concentration par l'Autorité de la concurrence (<i>Concentration</i>).....	étude 8 (oct.)	
Régis FABRE, Maître de conférences à la Faculté de droit de Montpellier, Avocat associé (Ernst & Young)		
• Guide de la distribution 2016 (<i>Distribution</i>).....	alerte 59 (août-sept.)	
Jean-Louis FOURGOUX, Avocat, Fourgoux et associés, rapporteur général de l'AFEC		
• Présentation (<i>Colloque AFEC 2016</i>).....	dossier 10 (juin)	
Sophie GAUDEMET, professeur à l'université Paris Sud (Paris XI)		
• Quand la clause abusive fait son entrée dans le Code civil (<i>Clauses abusives</i>).....	dossier 5 (mai)	
Christoph GEIGER, General Counsel, Siemens SAS		
• L'accord de confidentialité dans la pratique des affaires (<i>Contrats et obligations</i>).....	alerte 18 (mars)	
Marta GINER ASINS, avocat associé Norton Rose Fulbright		
• Nouvelles méthodes d'investigation des autorités de concurrence : le responsable informatique au coeur de l'action.....	alerte 25 (avr.)	
Jean-Baptiste GOUACHE, avocat à la Cour, Gouache avocats		
• Annonces de réduction de prix - prix de référence. La DGCCRF crée-t-elle des distorsions de concurrence ? (<i>Pratiques commerciales déloyales</i>).....	alerte 7 (févr.)	
Jérôme JULIEN, professeur à l'université Toulouse 1 - Capitole (Centre de droit privé, EA 1920)		
• L'adoption de « l'action de groupe santé » en bonne voie... (<i>Action de groupe</i>).....	alerte 1 (janv.)	
Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE, maître de conférences HDR, université de Strasbourg		
• Bilan des réformes en matière de crédit à la consommation intervenues depuis 2010 (<i>Crédit à la consommation</i>).....	alerte 71 (oct.)	
• La reconnaissance légale de l'obligation de mise en garde par l'ordonnance n° 2016-351 du 25 mars 2016 (<i>Crédit immobilier</i>).....	étude 12 (déc.)	
Hélène LEBON, avocat à la Cour		
• Les clauses sur la protection des données personnelles : un enjeu toujours plus important lors des négociations contractuelles (<i>Contrats</i>).....	alerte 44 (juin)	
Frédéric LECLERC, professeur à l'Université de Perpignan Via Domitia		
• Aspects internationaux du droit de la distribution (<i>Distribution</i>).....	chron. 3 (juill.)	
Hervé LÉCUYER, professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris 2)		
• L'inexécution du contrat (<i>Contrats et obligations</i>).....	dossier 7 (mai)	
Laurent LEVENEUR, professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris II), directeur du Laboratoire de droit civil, directeur du JurisClasseur Civil Code		
• Réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations (<i>Contrats et obligations</i>).....	dossier 1 (mai)	
• Présentation générale de la réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations (<i>Contrats et obligations</i>).....	dossier 2 (mai)	
• Et maintenant, vers une réforme de la responsabilité civile (<i>Responsabilité civile</i>).....	repère 7 (juill.)	
• 1128, 1132, 1172 : début d'une liste à compléter en vue d'une certaine loi de ratification... (<i>Ordonnance du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats</i>).....	repère 11 (déc.)	
• Où la certitude de la non-authenticité laisse la place au doute (<i>Erreur</i>).....	comm. 1 (janv.)	
• L'exploitant d'un local de « laser game » est-il tenu d'une obligation de moyens ou de résultat ? (<i>Obligation de sécurité</i>).....	comm. 2 (janv.)	
• L'étonnante force de la résiliation unilatérale aux risques et périls (<i>Résiliation unilatérale</i>).....	comm. 3 (janv.)	
• L'offre d'achat avait été acceptée... (<i>Agent immobilier</i>).....	comm. 30 (févr.)	
• Le gérant de la SCI était mort depuis deux ans... (<i>Mandat</i>).....	comm. 31 (févr.)	
• Nature de l'obligation de sécurité de l'exploitant d'un parking et exonération partielle du débiteur par un défaut d'attention de la victime (<i>Responsabilité contractuelle</i>).....	comm. 32 (févr.)	
• Le diagnostiqueur termites se trompe : le coût des réparations est un préjudice certain (<i>Vente immobilière</i>).....	comm. 33 (févr.)	
• Une limite peu convaincante de la théorie du mandat apparent (<i>Mandat</i>).....	comm. 59 (mars)	
• Annulation d'un contrat de location-gérance : de quelle restitution le locataire-gérant est-il tenu ? (<i>Nullité</i>).....	comm. 60 (mars)	
• L'acheteur avait demandé une modification du matériel : la garantie des vices cachés est-elle affectée ? (<i>Vente</i>).....	comm. 61 (mars)	
• Une importante précision sur le point de départ du délai de l'action en responsabilité contractuelle d'un avocat (<i>Prescription</i>).....	comm. 86 (avr.)	
• Le transporteur ferroviaire a une obligation de ponctualité et elle est de résultat (<i>Responsabilité contractuelle</i>).....	comm. 87 (avr.)	

- À propos de la charge de la preuve (*Responsabilité contractuelle*) **comm. 88 (avr.)**
- Où l'intermédiaire professionnel est chargé d'une obligation même à l'égard de l'autre partie que son mandant et où l'agent immobilier voit sa commission réduite en justice (*Agent immobilier*) **comm. 89 (avr.)**
- Obligation de résultat : le garagiste doit parvenir à réparer la panne (*Contrat de réparation automobile*) **comm. 110 (mai)**
- La connaissance, lors de la mise en circulation d'un produit, des risques de son utilisation n'est pas une condition de la responsabilité du fait des produits défectueux (*Produits défectueux*) **comm. 111 (mai)**
- La réticence dolosive rend toujours excusable l'erreur provoquée (*Dol*) **comm. 135 (juin)**
- Revirement - motivé - à la chambre commerciale : par application du critère des intérêts protégés, la nullité pour défaut de cause est relative (*Nullités*) **comm. 136 (juin)**
- Force de la transaction (*Vente*) **comm. 137 (juin)**
- Charge de la preuve dans un contrat de coffre-fort (*Contrats et obligations*) **comm. 138 (juin)**
- Le mécanicien avait préconisé une réparation, mais avant de l'effectuer la chose s'est détériorée alors qu'elle lui avait été déposée... (*Dépôt*) **comm. 160 (juill.)**
- Le vendeur d'une machine d'occasion n'avait pas remis le certificat de conformité : résolution de la vente ! (*Vente*) **comm. 161 (juill.)**
- Irrégularité de la notification nécessaire à la purge du droit de rétractation de l'acquéreur d'un bien d'habitation : l'acte authentique de vente peut-il être valablement établi ? (*Vente*) **comm. 162 (juill.)**
- Erreur du diagnostiqueur : garantie pour l'acquéreur... (*Diagnostic technique immobilier*) **comm. 183 (août-sept.)**
- Où il est question de proportionnalité (*Résolution*) **comm. 184 (août-sept.)**
- Action en réparation de dommages causés par un produit mis en circulation après le 30 juillet 1988 mais avant la loi du 19 mai 1998 : quelle prescription ? (*Responsabilité du fait des produits défectueux*) **comm. 185 (août-sept.)**
- L'indemnité due en cas de défaut de restitution en fin de location n'était pourtant fixée qu'au même montant que le loyer... (*Clause pénale*) **comm. 204 (oct.)**
- Délai de forclusion ou de prescription : la qualification est importante (*Forclusion*) **comm. 205 (oct.)**
- L'action en remboursement d'un prêt bancaire souscrit par une SCI est-elle soumise à la prescription biennale du Code de la consommation ? (*Prescription*) **comm. 227 (nov.)**
- Remboursement de dépenses par le prêteur : le principe est négatif, l'obligation l'exception (*Prêt à usage*) **comm. 228 (nov.)**
- Litige sur l'existence d'un prêt d'argent : faut-il établir la remise de la somme prétendument prêtée ? (*Preuve*) **comm. 229 (nov.)**
- Résolution d'une vente : le vendeur a-t-il droit à une indemnité liée à l'utilisation de la chose vendue ou à l'usure résultant de cette utilisation ? (*Résolution*) **comm. 230 (nov.)**
- Responsabilité de plein droit : limitation de son domaine (*Agence de voyage*) **comm. 247 (déc.)**
- L'article 1172 du Code civil, un texte qui n'est pas inutile... (*Condition suspensive*) **comm. 248 (déc.)**
- Où la rupture unilatérale du contrat était justifiée (*Résiliation unilatérale aux risques et périls*) **comm. 249 (déc.)**

Grégoire LOISEAU, directeur de l'UFR de droit, professeur à l'École de droit de la Sorbonne (Paris I) Of counsel Flichy Grangé Avocats

- Les vices du consentement (*Contrats et obligations*) **dossier 3 (mai)**

Irène LUC, conseiller à la cour d'appel de Paris

- Le contentieux civil de la concurrence : actualité 2015 (*Concurrence*) **dossier 15 (juin)**

Anne-Sophie LUCAS-PUGET, maître de conférences à l'université de Reims

- La clause informant le consommateur de son droit de rétractation dans les contrats à distance et hors établissement (*Contrats à distance et hors établissement*) **formule 1 (janv.)**
- Clause de non-sollicitation de collaborateurs (*Contrats*) **formule 4 (avr.)**
- La clause de confidentialité (*Contrats*) **formule 7 (juill.)**
- La clause de substitution dans les promesses synallagmatiques de vente (*Vente*) **formule 12 (déc.)**

Marie MALAURIE-VIGNAL, professeur agrégée à l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

- L'économie collaborative ou les métamorphoses du capitalisme ? (*Consommation*) **repère 5 (mai)**
- La Cour d'appel retient la notion de code visuel et esthétique et admet un parasitisme par imprudence. (*Concurrence déloyale*) **comm. 6 (janv.)**
- La Cour de cassation se prononce sur différents aspects d'un contrat de concession exclusive (*Contrat de concession*) **comm. 7 (janv.)**
- Les ventes réalisées après la rupture du contrat, même peu nombreuses caractérisent un comportement déloyal (*Concurrence déloyale*) **comm. 13 (janv.)**
- La reprise d'une idée publicitaire constitue un acte de concurrence déloyale (*Concurrence déloyale*) **comm. 36 (févr.)**
- Interprétation stricte des restrictions de concurrence par objet dans les contrats de bail commercial (*Contrat de distribution*) **comm. 37 (févr.)**
- Seul le liquidateur peut demander la nullité d'un acte conclu pendant la période suspecte, même si cet acte comporte une clause compromissive (*Contrat de franchise*) **comm. 38 (févr.)**
- Un tribunal arbitral est compétent pour se prononcer sur l'indemnisation du préjudice né d'une rupture brutale de relations commerciales établies (*Rupture brutale de relations commerciales établies*) **comm. 41 (févr.)**
- Application de l'anatocisme à la pénalité de retard (*Transparence tarifaire*) **comm. 42 (févr.)**
- Clause de non-concurrence (*Clause de non-concurrence*) **comm. 44 (févr.)**
- Le dé-tricotage de la loi Doubin (*Contrat de franchise*) **comm. 65 (mars)**
- Une application classique et mesurée de la loi Doubin (*Contrat de franchise*) **comm. 66 (mars)**
- Un dénigrement par twitter, réseau social et courriel (*Concurrence déloyale*) **comm. 91 (avr.)**
- Un autre regard sur les plateformes électroniques dans leurs relations avec la distribution sélective. (*Distribution sélective*) **comm. 92 (avr.)**
- Comportement parasitaire (*Concurrence déloyale*) **comm. 114 (mai)**
- Interdiction de vente hors réseau (*Distribution sélective*) **comm. 115 (mai)**
- Concurrence déloyale (*Concurrence déloyale*) **comm. 120 (mai)**
- Distribution sélective (*Distribution sélective*) **comm. 121 (mai)**
- Enregistrement d'un nom de domaine par un concurrent et acte de concurrence déloyale (*Concurrence déloyale*) **comm. 139 (juin)**
- Compétence du Tribunal de commerce pour ordonner des mesures d'instruction in futurum au profit de brevetés qui n'invoquent que des actes de concurrence déloyale (*Concurrence déloyale*) **comm. 140 (juin)**

• Notion de partenaire commercial (<i>Déséquilibre significatif</i>).....	comm. 141 (juin)	• Plateformes : les nouvelles frontières de l'entreprise (<i>Consommation collaborative</i>).....	repère 9 (oct.)
• La publicité comparative ne doit pas être parasitaire (<i>Concurrence déloyale</i>).....	comm. 164 (juill.)	• Rupture brutale de relations commerciales et contredit (<i>Rupture brutale de relations commerciales établies</i>).....	comm. 8 (janv.)
• Pour la cour d'appel de Douai, l'interdiction de la revente à perte prévue par l'article L. 442-6 du Code de commerce échappe au champ d'application de la directive 2005/29 sur les pratiques commerciales déloyales (<i>Pratique restrictive de concurrence</i>).....	comm. 165 (juill.)	• Responsabilité de l'organisateur d'un réseau de distribution (<i>Réseau de distribution</i>).....	comm. 9 (janv.)
• Contrôle formel par la cour d'appel des clauses de limitation territoriale des ventes (<i>Distribution sélective</i>).....	comm. 188 (août-sept.)	• Préjudice réparable du fait de la rupture brutale d'une relation commerciale établie (<i>Rupture brutale de relations commerciales établies</i>).....	comm. 10 (janv.)
• Analyse critique de la méthode et des solutions au fond retenues par la DGCCRF (<i>Franchise</i>).....	comm. 189 (août-sept.)	• Détermination du préavis raisonnable (<i>Rupture brutale de relations commerciales établies</i>).....	comm. 11 (janv.)
• Clause de non-concurrence (<i>Clause de non-concurrence</i>).....	comm. 193 (août-sept.)	• Relation commerciale établie (<i>Rupture brutale de relations commerciales établies</i>).....	comm. 12 (janv.)
• La Commission d'examen critique les clauses de non-concurrence post-contractuelles liant les hôteliers à une plate-forme électronique (<i>Clause de non-concurrence post-contractuelle</i>).....	comm. 194 (août-sept.)	• Faute grave de l'agent commercial (<i>Agent commercial</i>).....	comm. 35 (févr.)
• Le non-respect d'une réglementation est de nature à constituer un fait de concurrence déloyale. (<i>Concurrence déloyale</i>).....	comm. 208 (oct.)	• Relation commerciale et profession réglementée (<i>Rupture brutale de relations commerciales établies</i>).....	comm. 39 (févr.)
• La Cour de cassation exige que la preuve de l'investissement soit rapportée pour caractériser un parasitisme économique (<i>Concurrence déloyale</i>).....	comm. 209 (oct.)	• Rupture brutale de relation commerciale établie et juridiction compétente (<i>Rupture brutale de relations commerciales établies</i>).....	comm. 40 (févr.)
• Un fait distinct de la contrefaçon résultant de l'apposition d'une marque sur des produits contrefaisants (<i>Concurrence déloyale</i>).....	comm. 210 (oct.)	• Relation commerciale et exclusion (<i>Rupture brutale de relations commerciales établies</i>).....	comm. 43 (févr.)
• Un contrôle strict de la coopération commerciale par les juges du fond (<i>Pratique restrictive de concurrence</i>).....	comm. 211 (oct.)	• Pour la Cour de cassation, le statut de l'agent n'est toujours pas une loi de police ! (<i>Agent commercial</i>).....	comm. 64 (mars)
• La prorogation légale de compétence du tribunal de grande instance prévue par l'article L. 522-2 du Code de la propriété intellectuelle ne trouve application qu'à l'égard d'une question connexe de concurrence déloyale (<i>Concurrence déloyale</i>).....	comm. 231 (nov.)	• Rupture brutale et association (<i>Rupture brutale de relations commerciales établies</i>).....	comm. 67 (mars)
• Le détournement de salariés peut être parasitaire (<i>Concurrence déloyale</i>).....	comm. 232 (nov.)	• Notification de la rupture brutale par courrier électronique (<i>Rupture brutale de relations commerciales établies</i>).....	comm. 68 (mars)
• Le recrutement par une entreprise de « fast fashion » d'un designer de maison de luxe ne constitue pas un détournement de style parasitaire (<i>Concurrence déloyale</i>).....	comm. 252 (déc.)	• Préavis et déséquilibre significatif (<i>Déséquilibre significatif</i>).....	comm. 69 (mars)
• Distinction entre vente active et passive (<i>Distribution exclusive</i>).....	comm. 254 (déc.)	• Droit à indemnité de l'agent commercial (<i>Agent commercial</i>).....	comm. 90 (avr.)
• La dénonciation par mail à la clientèle d'une action de justice non définitive est déloyale car elle jette le discrédit sur le produit présenté comme contrefaisant (<i>Concurrence déloyale</i>).....	comm. 256 (déc.)	• Rupture brutale et circonstances économiques (<i>Rupture brutale de relations commerciales établies</i>).....	comm. 93 (avr.)
• La désorganisation d'une entreprise résultant du débanchage de salariés doit être prouvée et ne peut résulter de la seule embauche de salariés même qualifiés (<i>Concurrence déloyale</i>).....	comm. 257 (déc.)	• Rupture abusive (<i>Relations commerciales</i>).....	comm. 94 (avr.)
• Pour être licite, une clause de non-concurrence liant une entreprise à son gérant non salarié de succursale doit comporter une contrepartie pécuniaire (<i>Clause de non-concurrence</i>).....	comm. 258 (déc.)	• Ne pas confondre rupture brutale et rupture abusive (<i>Relations commerciales</i>).....	comm. 95 (avr.)
• La clause de non-concurrence stipulée entre une entreprise et un salarié associé doit comporter une contrepartie pécuniaire, sous peine de nullité de la clause (<i>Clause de non-concurrence</i>).....	comm. 259 (déc.)	• Rupture sans préavis en présence d'une faute grave (<i>Rupture brutale de relations commerciales établies</i>).....	comm. 96 (avr.)
		• Renonciation à l'exclusivité : rupture brutale et déséquilibre significatif (<i>Rupture brutale de relations commerciales établies</i>).....	comm. 97 (avr.)
		• Rupture brutale en l'absence de notification claire de la rupture (<i>Rupture brutale de relations commerciales établies</i>).....	comm. 116 (mai)
		• Réparation intégrale du préjudice résultant d'une rupture brutale (<i>Rupture brutale de relations commerciales établies</i>).....	comm. 117 (mai)
		• QPC : transmission de culpabilité à raison de pratiques restrictives (<i>Pratiques restrictives de concurrence</i>).....	comm. 118 (mai)
		• Agent commercial et promotion immobilière (<i>Agent commercial</i>).....	comm. 119 (mai)
		• Déséquilibre significatif et clause de résiliation (<i>Déséquilibre significatif</i>).....	comm. 142 (juin)
		• Rupture brutale et compétence juridictionnelle (<i>Pratiques restrictives de concurrence</i>).....	comm. 143 (juin)
		• Rupture brutale et tacite reconduction (<i>Relations commerciales</i>).....	comm. 144 (juin)
		• Franchise et reprise des actes de la société en formation (<i>Franchise</i>).....	comm. 145 (juin)
		• Application du statut d'agent commercial (<i>Agent commercial</i>).....	comm. 146 (juin)
Élodie MASSIN, avocate spécialisée en droit de la distribution, Cabinet Baker & McKenzie, Paris			
• Guide de la distribution 2016 (<i>Distribution</i>).....	alerte 59 (août-sept.)		
Nicolas MATHEY, professeur à l'université Paris Descartes (Sorbonne Paris Cité), membre du CEDAG			
• Faut-il défendre le droit de la consommation ? (<i>Consommation</i>).....	repère 3 (mars)		

- Absence de continuation de la relation commerciale avec le cessionnaire du fonds de commerce (*Rupture brutale de relations commerciales établies*) **comm. 166 (juill.)**
 - Pot-pourri autour de la rupture brutale devant la cour d'appel de Paris (*Rupture brutale de relations commerciales établies*) **comm. 167 (juill.)**
 - Agent commercial (*Agent commercial*) **comm. 168 (juill.)**
 - Déséquilibre significatif (*Déséquilibre significatif*) **comm. 169 (juill.)**
 - Application du statut (*Agent commercial*) **comm. 186 (août-sept.)**
 - Imputabilité de la rupture (*Agent commercial*) **comm. 187 (août-sept.)**
 - Absence de préavis justifiée par la clause résolutoire (*Rupture brutale de relations commerciales établies*) **comm. 190 (août-sept.)**
 - Rupture brutale de relations commerciales (*Relations commerciales*) **comm. 191 (août-sept.)**
 - Compétence de la cour d'appel de Paris (*Pratiques restrictives de concurrence*) **comm. 192 (août-sept.)**
 - Rupture brutale et distribution automobile (*Rupture brutale de relations commerciales établies*) **comm. 212 (oct.)**
 - Rupture brutale et responsabilité de la société tête de réseau (*Rupture brutale de relations commerciales établies*) **comm. 213 (oct.)**
 - Action du ministre et clause compromissoire (*Pratiques restrictives de concurrence*) **comm. 214 (oct.)**
 - Déséquilibre significatif (*Déséquilibre significatif*) **comm. 215 (oct.)**
 - Caractère prévisible et conditions de la rupture (*Rupture brutale de relations commerciales établies*) **comm. 233 (nov.)**
 - Rupture de relations commerciales établies et compétence juridictionnelle (*Rupture brutale de relations commerciales établies*) **comm. 234 (nov.)**
 - Nature de la responsabilité pour rupture brutale : la position de la CJUE (*Rupture brutale de relations commerciales établies*) **comm. 235 (nov.)**
 - Poursuite d'une relation commerciale établie (*Relations commerciales*) **comm. 236 (nov.)**
 - Rupture brutale et régime spécial (*Relations commerciales*) **comm. 237 (nov.)**
 - Grande distribution : appréciation du déséquilibre dans la convention de partenariat (*Déséquilibre significatif*) **comm. 253 (déc.)**
 - Rupture brutale : recours du ministre et amende civile (*Pratiques restrictives de concurrence*) **comm. 255 (déc.)**
 - Agent commercial : faute grave et résiliation judiciaire (*Agent commercial*) **comm. 260 (déc.)**
 - Faute grave de l'agent commercial (*Agent commercial*) **comm. 261 (déc.)**
- Florian MAUME, docteur en droit ; chargé d'enseignement à l'Université d'Évry-Val-d'Essonne**
- L'avenir de la notion de non-professionnel en droit de la consommation (*Contrat de consommation*) **étude 5 (avr.)**
- Anthony MAYMONT, enseignant-chercheur**
- Vers un renouveau des actions des prêteurs en matière de crédit immobilier (*Crédit immobilier*) **alerte 77 (nov.)**
- Valérie MICHEL-AMSELLEM, présidente de chambre à la cour d'appel de Paris**
- L'actualité des ententes en droit de l'Union en 2015 (*Entente*) **dossier 12 (juin)**
- Sabine NAUGÈS, docteur en droit, avocat à la Cour**
- Concurrence, régulation et secteur public (*Pratiques anticoncurrentielles*) **chron. 2 (mars)**
- Laurence NICOLAS-VULLIERME, maître de conférences à l'Université Panthéon-Assas, Centre de recherches en économie et droit (CRED)**
- L'action de groupe en matière de produits de santé : un dispositif voué à l'« asphyxie » ? (*Consommation*) **étude 6 (juill.)**
- Cyril NOBLOT, maître de conférences HDR à l'université de Reims**
- Clause portant mention expresse de l'existence ou non de la solidarité juridique des cotraitants envers le maître d'ouvrage (*Contrats*) **formule 3 (mars)**
 - Clause d'extension de la garantie des vices cachés dans une vente d'animal domestique (*Vente*) **formule 6 (juin)**
 - La clause résolutoire pour défaut de paiement des arrérages dans le contrat de rente viagère (*Contrats*) **formule 10 (oct.)**
- Camille PAULHAC, avocat à la Cour ; Allen & Overy LLP**
- La Commission européenne lance une nouvelle consultation publique sur le contrôle des concentrations dans l'Union européenne (*Contrôle des concentrations*) **alerte 84 (déc.)**
- Olivier PENIN, maître de conférences à l'Université Paris Descartes, codirecteur des M1 et M2 Droit et gestion bancaire du patrimoine**
- Restitutions, nullité, vices cachés et défaut de conformité : et si la Cour de cassation avait raison ? (*Vente*) **étude 9 (oct.)**
- Silvia PIETRINI, maître de conférences à l'université de Lille 2**
- L'action de groupe en matière de produits de santé : un dispositif voué à l'« asphyxie » ? (*Consommation*) **étude 6 (juill.)**
- Michel PONSARD, UGGC & associés**
- Économie numérique, données et plateformes (*Concurrence*) **dossier 16 (juin)**
- Catherine PRIETO, professeur à l'École de droit de la Sorbonne (IRJS)**
- Droit des concentrations (*Compagnies aériennes*) **chron. 1 (févr.)**
 - **chron. 4 (août-sept.)**
- Guy RAYMOND, professeur honoraire de la faculté de droit et des sciences sociales de Poitiers**
- Regards croisés sur la réforme de la partie législative du Code de la consommation (*Code de la consommation*) **étude 7 (août-sept.)**
- Mahasti RAZAVI, avocat associé, August & Debouzy**
- L'action en suppression de clauses illicites ou abusives au lendemain de la loi Macron (*Clauses abusives ou illicites*) **étude 2 (févr.)**
- Patrick REY, professeur de sciences économiques, Toulouse 1 Capitole**
- Politique(s) tarifaire(s) des entreprises en position dominante depuis l'arrêt Post Danmark II, vues croisées économiste et juriste (*Abus de position dominante*) **dossier 14 (juin)**
- Mathieu ROUILLARD, avocat au Barreau des Pyrénées-Orientales, président du Cercle des juristes européens**
- Le Droit européen de la consommation : l'exemple franco-espagnol (*Consommation*) **alerte 52 (juill.)**
- Hanane SEFIANE, Docteur en droit**
- La pratique du client mystère en droit de la concurrence et la loyauté de la preuve (*Loyauté de la preuve*) **étude 1 (janv.)**
- Philippe SIMLER, professeur émérite de l'université de Strasbourg, doyen honoraire de la faculté de droit, de sciences politiques et de gestion**
- Cession de créance, cession de dette, cession de contrat (*Contrats et obligations*) **dossier 8 (mai)**

Table des auteurs

Elsa THAUVIN, avocat à la Cour

- Le droit des ententes en 2015 (*Entente*) dossier 13 (juin)

Didier THÉOPHILE, Avocat à la Cour

- Le droit des ententes en 2015 (*Entente*) dossier 13 (juin)

Liza VEYRE, docteur en droit de l'université Paris 1

- Quel avenir pour les clauses et contrats excluant ou limitant la réparation ? (*Ordonnance du 10 février*

2016 portant réforme du droit des contrats) étude 13 (déc.)

Laurent VIDAL, maître de conférences HDR à l'Université Paris I, avocat à la Cour

- Concurrence, régulation et secteur public (*Pratiques anticoncurrentielles*) chron. 2 (mars)

Abus de position dominante

- **Politique(s) tarifaire(s) des entreprises en position dominante depuis l'arrêt Post Danmark II, vues croisées économiste et juriste,**
par Michaël COUSIN, avocat à la Cour, Ashurst dossier 14 (juin)
- **Politique(s) tarifaire(s) des entreprises en position dominante depuis l'arrêt Post Danmark II, vues croisées économiste et juriste,**
par Patrick REY, professeur de sciences économiques, Toulouse 1 Capitole dossier 14 (juin)
- **Politique(s) tarifaire(s) des entreprises en position dominante depuis l'arrêt Post Danmark II, vues croisées économiste et juriste,**
par Thierry BOILLLOT, direction juridique LafargeHolcim dossier 14 (juin)

Clauses abusives

- **Quand la clause abusive fait son entrée dans le Code civil,**
par Sophie GAUDEMET, professeur à l'université Paris Sud (Paris XI) dossier 5 (mai)

Clauses abusives ou illicites

- **L'action en suppression de clauses illicites ou abusives au lendemain de la loi Macron,**
par Charles BOUFFIER, avocat sénior, Auguste & Debouzy avocats étude 2 (févr.)
- **L'action en suppression de clauses illicites ou abusives au lendemain de la loi Macron,**
par Mahasti RAZAVI, avocat associé, August & Debouzy étude 2 (févr.)

Code de la consommation

- **Regards croisés sur la réforme de la partie législative du Code de la consommation,**
par Sabine BERNHEIM-DESVAUX, maître de conférences HDR à l'Université d'Angers, expert du pôle « Droit des contrats, de la consommation et du commerce électronique » du Réseau Trans Europe Experts étude 7 (août-sept.)
- **Regards croisés sur la réforme de la partie législative du Code de la consommation,**
par Guy RAYMOND, professeur honoraire de la faculté de droit et des sciences sociales de Poitiers. étude 7 (août-sept.)

Compagnies aériennes

- **Droit des concentrations,**
par Catherine PRIETO, professeur à l'École de droit de la Sorbonne (IRJS) chron. 1 (févr.)
- **Droit des concentrations,**
par David BOSCO, professeur à Aix-Marseille université (EA 4224), directeur du JurisClasseur Concurrence-Consommation chron. 1 (févr.)

Concentration

- **Intervention des tiers lors de l'examen d'une concentration par l'Autorité de la concurrence,**
par Marie de DROUAS, avocat à la Cour étude 8 (oct.)

Concurrence

- **La normalisation au regard des règles de concurrence,**
par Hélène AUBRY, professeur à l'université Paris-Sud, Paris-Saclay, membre de l'Institut droit éthique patrimoine (IDEP) étude 3 (mars)
- **Dix ans de droit de la concurrence : Rétrospectives et perspectives,**
par Muriel CHAGNY, professeur à l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, directeur du Master Contrats Concurrence dossier 11 (juin)

Le contentieux civil de la concurrence :

- actualité 2015,**
par Irène LUC, conseiller à la cour d'appel de Paris dossier 15 (juin)
- **Économie numérique, données et plateformes,**
par Linda ARCELIN, maître de conférences à l'Université de La Rochelle dossier 16 (juin)
- **Économie numérique, données et plateformes,**
par Michel PONSARD, UGGC & associés dossier 16 (juin)

Consommation

- **Fin du monopole des associations nationales : vers une action de groupe démocratique ?,**
par Louis-Julien ALEMAN, doctorant, membre de l'équipe du droit de la consommation et du marché - Université de Montpellier, UMR 5815, Dynamiques du droit étude 4 (avr.)
- **L'action de groupe en matière de produits de santé : un dispositif voué à l'« asphyxie » ?,**
par Silvia PIETRINI, maître de conférences à l'université de Lille 2 étude 6 (juill.)
- **L'action de groupe en matière de produits de santé : un dispositif voué à l'« asphyxie » ?,**
par Laurence NICOLAS-VULLIERME, maître de conférences à l'Université Panthéon-Assas, Centre de recherches en économie et droit (CRED) étude 6 (juill.)

Contrat de consommation

- **L'avenir de la notion de non-professionnel en droit de la consommation,**
par Florian MAUME, docteur en droit ; chargé d'enseignement à l'Université d'Évry-Val-d'Essonne étude 5 (avr.)

Contrats et obligations

- **Présentation générale de la réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations,**
par Laurent LEVENEUR, professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris II), directeur du Laboratoire de droit civil, directeur du JurisClasseur Civil Code dossier 2 (mai)
- **Les vices du consentement,**
par Grégoire LOISEAU, directeur de l'UFR de droit, professeur à l'École de droit de la Sorbonne (Paris I) Of counsel Flichy Grangé Avocats dossier 3 (mai)
- **La cause est morte... vive la cause ?,**
par François CHÉNÉDÉ, professeur à l'université Jean Moulin Lyon III dossier 4 (mai)
- **Le traitement des situations d'imprévision dans l'ordonnance : il manque la notice,**
par Charles-Édouard BUCHER, maître de conférences à l'Université Panthéon-Assas dossier 6 (mai)
- **L'inexécution du contrat,**
par Hervé LÉCUYER, professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris 2) dossier 7 (mai)
- **Cession de créance, cession de dette, cession de contrat,**
par Philippe SIMLER, professeur émérite de l'université de Strasbourg, doyen honoraire de la faculté de droit, de sciences politiques et de gestion dossier 8 (mai)
- **Le regard du praticien sur la réforme du droit des contrats et des obligations,**
par Bruno DEMONT, docteur en droit ; avocat à la cour, Cabinet Karila & Associés dossier 9 (mai)

Crédit immobilier

- **La reconnaissance légale de l'obligation de mise en garde par l'ordonnance n° 2016-351 du 25 mars 2016,**
par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE, maître de conférences HDR, université de Strasbourg étude 12 (déc.)

Distribution

- **Aspects internationaux du droit de la distribution,**
par Frédéric LECLERC, professeur à l'Université de Perpignan Via Domitia..... **chron. 3 (juill.)**

Entente

- **L'actualité des ententes en droit de l'Union en 2015,**
par Valérie MICHEL-AMSELLEM, présidente de chambre à la cour d'appel de Paris..... **dossier 12 (juin)**
- **Le droit des ententes en 2015,**
par Didier THÉOPHILE, Avocat à la Cour..... **dossier 13 (juin)**
- **Le droit des ententes en 2015,**
par Elsa THAUVIN, avocat à la Cour..... **dossier 13 (juin)**

Justice négociée

- **Justice négociée : la procédure de clémence en droit tunisien de la concurrence,**
par Jamel BACCAR, docteur en droit, avocat à Tunis et enseignant à l'Institut supérieur d'administration des affaires en Tunisie..... **étude 11 (nov.)**

Loyauté de la preuve

- **La pratique du client mystère en droit de la concurrence et la loyauté de la preuve,**
par Hanane SEFIANE, Docteur en droit..... **étude 1 (janv.)**

Ordonnance du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats

- **Quel avenir pour les clauses et contrats excluant ou limitant la réparation ?,**
par Liza VEYRE, docteur en droit de l'université Paris 1..... **étude 13 (déc.)**

Pratiques anticoncurrentielles

- **Concurrence, régulation et secteur public,**
par Sabine NAUGÈS, docteur en droit, avocat à la Cour..... **chron. 2 (mars)**
- **Concurrence, régulation et secteur public,**
par Laurent AYACHE, avocat à la cour..... **chron. 2 (mars)**
- **Concurrence, régulation et secteur public,**
par Laurent VIDAL, maître de conférences HDR à l'Université Paris I, avocat à la Cour..... **chron. 2 (mars)**
- **La durée des pratiques anticoncurrentielles : enjeux et critères d'appréciation en droit français et européen,**
par Aurélien CONDOMINES, Avocat à la cour, Morgan Lewis..... **étude 10 (nov.)**

Secteur audiovisuel

- **Droit des concentrations,**
par David BOSCO, professeur à Aix-Marseille université (EA 4224), directeur du JurisClasseur Concurrence-Consommation..... **chron. 4 (août-sept.)**
- **Droit des concentrations,**
par Catherine PRIETO, professeur à l'École de droit de la Sorbonne (IRJS)..... **chron. 4 (août-sept.)**

Vente

- **Restitutions, nullité, vices cachés et défaut de conformité : et si la Cour de cassation avait raison ?,**
par Olivier PENIN, maître de conférences à l'Université Paris Descartes, codirecteur des M1 et M2 Droit et gestion bancaire du patrimoine..... **étude 9 (oct.)**

A

ABUS DE POSITION DOMINANTE

- Différenciation tarifaire**
Minoration des sanctions **comm. 171 (juill.)**
- Fidélisation abusive**
Infrastructures essentielles **comm. 98 (avr.)**
- Marché du zinc**
Sanction de la société UMICORE **alerte 61 (août-sept.)**
- Marché pertinent**
détermination **comm. 170 (juill.)**
- Mesures conservatoires**
Prix prédateurs
Pratiques d'éviction
Renonciation aux profits **comm. 216 (oct.)**
- Politique tarifaire**
AFEC
Vues croisées **étude 14 (juin)**
- Prix prédateurs**
Preuve **comm. 174 (juill.)**
- Rabais d'exclusivité**
Approche par les effets
Modernisation
Droits de la défense **comm. 262 (déc.)**
- Remises de fidélité**
Transport maritime **comm. 14 (janv.)**

ACTION DE GROUPE

- Consommation**
Droit Belge
Association de consommateur **comm. 122 (mai)**
- Santé**
Projet de loi **alerte 1 (janv.)**

ACTION EN JUSTICE

- Validité** **comm. 245 (nov.)**

ACTIONS PRIVÉES

- Action de groupe**
Site internet **alerte 6 (janv.)**

AGENCE COMMERCIALE

- Droit à indemnité**
Faute grave (oui)
Date du manquement **comm. 35 (févr.)**

AGENCE DE VOYAGES

- Voyageur décédé**
Responsabilité de plein droit de l'agence
(non) **comm. 247 (déc.)**

AGENT COMMERCIAL

- Faute grave**
Distribution de produits concurrents
Résiliation judiciaire **comm. 260 (déc.)**
- Indemnité de fin de contrat**
Faute grave (oui)
Double commissionnement
Loyauté **comm. 261 (déc.)**
- Notification**
Forme **comm. 90 (avr.)**
- Loi applicable**
Loi de police
Non-applicabilité **comm. 64 (mars)**
- Qualification**
Mandat
Promotion immobilière **comm. 119 (mai)**
- Office du juge**
Condition d'exécution **comm. 146 (juin)**
- Statut**
Conditions de fait **comm. 186 (août-sept.)**
- Rupture du contrat**
Imputabilité
Indemnité **comm. 187 (août-sept.)**
- Notification de l'agent**
Imputabilité au mandant **comm. 168 (juill.)**

AGENT IMMOBILIER

- Mandat de recherche**
Acquéreur
Offre d'achat
Acceptation **comm. 30 (févr.)**
- Mandat écrit**
Obligation
Mandat apparent **comm. 59 (mars)**
- Obligations**
Commission
Intangibilité (non) **comm. 89 (avr.)**

AIDES D'ÉTAT

- Procédures**
Règlement des difficultés d'entreprise
Choix de procédure **comm. 123 (mai)**

AUTORITÉ DE LA CONCURRENCE

- Missions**
Présidence **repère 10 (nov.)**
- Procédure**
Enquête
Droit à un procès équitable **comm. 221 (oct.)**
- Manquement aux engagements**
GIE **comm. 265 (déc.)**
- Sanctions**
C. com., art. L. 464-2 **alerte 14 (févr.)**
- Visites et saisine inopinées**
Secteur de la fabrication et de la distribution des sandwiches **alerte 72 (oct.)**
- Visites inopinées**
Rôle du responsable informatique **alerte 25 (avr.)**
- Réforme**
Efficacité
contrôle **repère 2 (févr.)**

AVAL

- Cautionnement**
Mention manuscrite **comm. 268 (déc.)**

B

BAIL

- Sous-location**
Air Bnb **comm. 180 (juill.)**

BAIL COMMERCIAL

- Infraction par objet**
Infraction par effet **comm. 17 (janv.)**

BANQUE

- Pratique commerciale trompeuse** **comm. 107 (avr.)**

C

CAUTIONNEMENT

- Appréciation de la disproportion**
Décharge de la caution **comm. 20 (janv.)**
- Mention manuscrite**
Signature
Paraphe **comm. 267 (déc.)**
- Proportionnalité de l'engagement**
Opposabilité du plan de sauvegarde **comm. 158 (juin)**

CHAMP D'APPLICATION

- Outre-mer**
Dérogation à l'obligation de statu quo
Délai d'examen de l'opération **chron. 1 (févr.)**

CLAUSE ABUSIVE

- Consommateur**
Caution d'une société commerciale **comm. 54 (févr.)**

CLAUSE DE NON-CONCURRENCE

- Contrat de franchise**

Nullité		
<i>Disproportion</i>	comm. 193	<i>(août-sept.)</i>
Contrat de travail		
Renonciation unilatérale		
Nullité de la clause de non-concurrence.....	comm. 44	<i>(févr.)</i>
Pratique restrictive de concurrence		
Infraction par objet.....	comm. 219	<i>(oct.)</i>
Validité		
Conditions		
<i>Contrepartie pécuniaire</i>	comm. 258	<i>(déc.)</i>
	comm. 259	<i>(déc.)</i>
CLAUSE DE NON-CONCURRENCE POST-CONTRACTUELLE		
Commission d'examen des pratiques commerciales		
hôtelier		
<i>Contrat de réservation hôtelière</i>	comm. 194	<i>(août-sept.)</i>
CLAUSE PÉNALE		
Qualification		
Indemnité de jouissance en cas de retard de restitution		
<i>Pouvoir modérateur du juge</i>	comm. 204	<i>(oct.)</i>
CLAUSES ABUSIVES		
Action en cessation		
Syndicat de copropriétaires		
<i>Non-professionnel</i>	comm. 153	<i>(juin)</i>
Action en suppression		
Associations de consommateurs.....	comm. 182	<i>(juill.)</i>
Contrat d'abonnement au service d'eau	comm. 78	<i>(mars)</i>
Contrat de réseau social		
Clause attributive de compétence.....	comm. 132	<i>(mai)</i>
Déménagement		
Garde-meubles		
<i>Stockage</i>	comm. 181	<i>(juill.)</i>
Devoir de relever d'office		
Office du juge.....	comm. 176	<i>(juill.)</i>
Législation		
Réforme du droit des obligations		
<i>C. civ., art. 1171 nouveau</i>	étude 5	<i>(mai)</i>
Location meublée		
Réparations.....	comm. 77	<i>(mars)</i>
Professionnel		
Association loi 1901.....	comm. 201	<i>(août-sept.)</i>
SCI		
Non-professionnel.....	comm. 105	<i>(avr.)</i>
CLAUSES ABUSIVES OU ILLICITES		
Action en suppression		
C. consom., art. L. 421-6.....	étude 2	<i>(févr.)</i>
CODE DE LA CONSOMMATION		
Contrat de consommation		
Office du juge.....	étude 7	<i>(août-sept.)</i>
Partie Réglementaire	comm. 199	<i>(août-sept.)</i>
COLLOQUE AFEC 2016	dossier 10	<i>(juin)</i>
COMMISSION DES CLAUSES ABUSIVES		
Règlement intérieur		
Nouvelle rédaction.....	alerte 4	<i>(janv.)</i>
COMPAGNIES AÉRIENNES		
Détermination des marchés pertinents		
Approche par paire de villes		
<i>Approche par réseau</i>	chron. 1	<i>(févr.)</i>
COMPLICITÉ		
Principe de légalité des délits et des peines		
Amendes.....	comm. 16	<i>(janv.)</i>
CONCENTRATION		
Contrôle		
Effets anticoncurrentiels		
<i>Caractérisation</i>	comm. 263	<i>(déc.)</i>
Intervention des tiers		
<i>Recours des tiers</i>	étude 8	<i>(oct.)</i>
Mesure de suspension		
<i>Conditions</i>	comm. 264	<i>(déc.)</i>
Notification d'une opération de concentra-		
tion		
Rapport des ANC de l'UE.....	alerte 49	<i>(juin)</i>
Procédure		
Mise en oeuvre anticipée		
<i>Sanctions</i>	alerte 86	<i>(déc.)</i>
CONCENTRATIONS INTERNATIONALES		
Coopération international		
Document d'orientation Chine/UE.....	chron. 4	<i>(août-sept.)</i>
CONCURRENCE		
Accord de libre-échange		
Accord économique et commercial global (AECG)		
<i>CETA</i>	alerte 89	<i>(déc.)</i>
AFEC		
Rapport sur l'économie numérique.....	étude 16	<i>(juin)</i>
Aides d'État		
Secteur de la téléphonie		
<i>Autorisation de la commission européenne</i>	alerte 90	<i>(déc.)</i>
Contentieux civil		
AFEC		
<i>Actualité 2015</i>	étude 15	<i>(juin)</i>
Détention et gestion d'actifs immobiliers		
Rachat de société		
<i>Gecinal/Foncière de Paris</i>	alerte 62	<i>(août-sept.)</i>
Données		
Big data		
<i>Pouvoir de marché</i>	comm. 172	<i>(juill.)</i>
Enquête de concurrence		
Saisie informatique		
<i>Contrôle du juge des libertés et de la détention</i>	comm. 147	<i>(juin)</i>
Fusion		
Auchan et Système U.....	alerte 55	<i>(juill.)</i>
GAFSA		
Application du droit de la concurrence.....	repère 4	<i>(avr.)</i>
Généralités		
Rétrospectives et perspectives.....	étude 11	<i>(juin)</i>
Normalisation		
Droit applicable.....	étude 3	<i>(mars)</i>
Prise de contrôle		
Secteur de l'avionique.....	alerte 87	<i>(déc.)</i>
Procédure		
Motivation		
<i>Droits de la défense</i>	comm. 100	<i>(avr.)</i>
Professions libérales		
Liberté d'installation		
<i>Notaires</i>	alerte 56	<i>(juill.)</i>
	alerte 88	<i>(déc.)</i>
Professions réglementées		
Liberté d'installation.....	alerte 27	<i>(avr.)</i>
	alerte 75	<i>(oct.)</i>
Tarification.....	alerte 28	<i>(avr.)</i>
Questions diverses		
Big Data		
<i>Influence sur la concurrence</i>	alerte 48	<i>(juin)</i>
Taxi		
<i>Distorsions de concurrence</i>	alerte 41	<i>(mai)</i>
Rupture de relations commerciales		
Préavis		
<i>Indemnités</i>	prat. 1	<i>(janv.)</i>
Secteur agro-alimentaire		
Engagements d'Axérial.....	alerte 78	<i>(nov.)</i>
Secteur des audio-prothèses		
Effectivité de la concurrence.....	alerte 21	<i>(mars)</i>
Secteur des produits « bruns » et « gris »		
Rachat de Darty par la Fnac.....	alerte 63	<i>(août-sept.)</i>
Secteur ferroviaire		
Acquisition de Metrobus par JC Decaux.....	alerte 19	<i>(mars)</i>
Secteur pharmaceutique		
Vente en ligne de médicaments.....	alerte 50	<i>(juin)</i>
Secteur restauration rapide		
Prise de contrôle de Quick par Burger King.....	alerte 10	<i>(févr.)</i>
Secteur Télévisuel		
Accord Canal + / beIN Sports.....	alerte 57	<i>(juill.)</i>
Prise de contrôle conjoint.....	alerte 20	<i>(mars)</i>
CONCURRENCE DÉLOYALE		
Cessation des relations contractuelles		
Exploitation commerciale d'un produit.....	comm. 13	<i>(janv.)</i>
Contrefaçon		
Cumul d'action		
<i>Fait distinct</i>	comm. 210	<i>(oct.)</i>
Lien de connexité		

<i>Compétence juridictionnelle</i>	comm. 231 (nov.)
Dénigrement	
E-commerce.....	comm. 91 (avr.)
Information de la clientèle	
<i>Contrefaçon</i>	comm. 256 (déc.)
Désorganisation	
Débauchage.....	comm. 257 (déc.)
Imitation	
Film publicitaire	
<i>Visuel</i>	
<i>Idee publicitaire</i>	comm. 36 (févr.)
Offre de services de transport	
Location de véhicules.....	alerte 30 (avr.)
Parasitisme	
Copie	
<i>Notoriété du modèle</i>	comm. 114 (mai)
Investissements	
<i>Imitation</i>	comm. 208 (oct.)
Mode	
<i>Style d'une collection</i>	comm. 252 (déc.)
Pourparlers	
<i>Savoir-faire</i>	comm. 232 (nov.)
Preuve des investissements.....	comm. 209 (oct.)
Publicité comparative	
<i>Produit pharmaceutique</i>	comm. 164 (juill.)
Procédure	
Compétence des tribunaux.....	comm. 140 (juin)
Risque de confusion	
Nom de domaine.....	comm. 139 (juin)
Tierce-complicité	
Contrat de travail.....	comm. 120 (mai)
CONDITION SUSPENSIVE	
Condition impossible	
Nullité du contrat.....	comm. 248 (déc.)
CONSOMMATEUR	
Avocat	
Honoraires	
<i>Cause d'interruption de la prescription</i>	comm. 52 (févr.)
Information du consommateur	
Cabines de bronzage	
<i>Rayonnements ultraviolets</i>	alerte 74 (oct.)
Prêt spéculatif	
Prescription biennale.....	comm. 269 (déc.)
CONSOMMATION	
Action de groupe	
Action de groupe santé	
<i>Produits</i>	étude 6 (juill.)
C. consom., art. L. 423-1.....	étude 4 (avr.)
DGCCRF	
Garantie légale de conformité.....	alerte 43 (mai)
Rapport d'activité 2015.....	alerte 42 (mai)
Divers	
Loi n° 2014-344	
<i>Rapport de mise en oeuvre</i>	alerte 85 (déc.)
Droit européen	
Exemple franco-espagnol.....	alerte 52 (juill.)
E-commerce	
Bilan 2015.....	alerte 23 (mars)
Économie collaborative	
Fonctionnement et limites.....	repère 5 (mai)
Indice des prix à la consommation 2015	alerte 8 (févr.)
Loi Macron	
Rapport d'étape.....	alerte 37 (avr.)
Médiation	
Cumul de qualités	
<i>Conciliateur</i>	alerte 76 (oct.)
Profession d'avocat.....	alerte 16 (févr.)
Site internet.....	alerte 24 (mars)
Ord. n° 2016-301, 14 mars 2016	alerte 26 (avr.)
Questions diverses	
Ouverture dominicale des commerces	
<i>Ville de Paris</i>	alerte 67 (août-sept.)
Réforme.....	repère 3 (mars)
Réforme du Code de la Consommation.....	alerte 38 (mai)
Secteur de la santé	
Exercice libéral de la profession d'infirmier	
<i>Code de déontologie des infirmiers</i>	alerte 47 (juin)
Produits du tabac	
<i>Cigarettes électroniques</i>	comm. 178 (juill.)
Secteur de la téléphonie	
Démarchage téléphonique	
<i>Opposetel</i>	alerte 53 (juill.)
Secteur de l'énergie	
Chèque énergie	
<i>Conditions et effets d'application</i>	alerte 46 (juin)
Téléphonie	
Développement des réseaux haut-débit	
<i>Transposition de la directive 2014/61/UE</i>	alerte 45 (juin)
CONSOMMATION COLLABORATIVE	
Économie collaborative	
Plateforme.....	repère 9 (oct.)
CONTRAT D'ABONNEMENT D'EAU	
Consommation anormale	
Obligation d'information du fournisseur (non).....	comm. 251 (déc.)
CONTRAT D'ASSURANCE	
Opposabilité des conditions particulières	
Clause de renvoi.....	comm. 154 (juin)
CONTRAT DE CONCESSION	
Loi applicable	
Concurrence déloyale	
<i>Lieu de commission de l'acte litigieux</i>	comm. 7 (janv.)
CONTRAT DE CONSOMMATION	
Consommateur	
Professionnel	
<i>SCI</i>	comm. 76 (mars)
Non-professionnel	
Comité d'entreprise	
<i>Reconduction des contrats</i>	comm. 200 (août-sept.)
Notion de consommateur	
Clause abusive.....	comm. 21 (janv.)
Crédit à la consommation.....	comm. 22 (janv.)
Notion de non-professionnel	
Évolution et devenir.....	étude 5 (avr.)
Syndic de copropriétaires.....	comm. 82 (mars)
<i>Résiliation des contrats tacitement reconductibles</i>	comm. 49 (févr.)
Prescription biennale	
Crédit.....	comm. 103 (avr.)
<i>SCI</i>	comm. 177 (juill.)
.....	comm. 222 (oct.)
VEFA	
<i>SCI</i>	comm. 104 (avr.)
CONTRAT DE CRÉDIT	
Bien immobilier à usage d'habitation	
Directive n° 2014/17/UE.....	alerte 54 (juill.)
Clause abusive	
Souscription de nouveaux crédits.....	alerte 64 (août-sept.)
Consommation	
Biens immobiliers.....	alerte 40 (mai)
CONTRAT DE DISTRIBUTION SÉLECTIVE	
Revente hors réseau	
Vente en ligne	
<i>Vente passive et vente active</i>	comm. 188 (août-sept.)
CONTRAT DE FRANCHISE	
Clause compromissoire	
Période suspecte.....	comm. 38 (févr.)
Déséquilibre significatif	comm. 189 (août-sept.)
Document précontractuel d'information	
Loi Doubin.....	comm. 65 (mars)
.....	comm. 66 (mars)
CONTRAT DE LOCATION DE CARRIÈRE DE COURSES	
Preuve	
Demandeur	
<i>Moyens de preuve</i>	comm. 5 (janv.)
CONTRAT DE VOYAGE	
Croisière	
Forfait touristique	
<i>Responsabilité de plein droit</i>	comm. 63 (mars)
Voyages à forfait	alerte 17 (févr.)

CONTRAT D'ENTREPRISE

Obligation de résultat
Garagiste..... **comm. 110 (mai)**

CONTRATS

Bail à construction
Cession
 Clause..... **formule 5 (mai)**

Clause de non-sollicitation
Formule..... **formule 4 (avr.)**

Clause d'indexation
Tarifs applicables..... **alerte 32 (avr.)**

Clauses
Clause de confidentialité
 Formule..... **formule 7 (juill.)**
Clauses de protection des données personnelles..... **alerte 44 (juin)**
Cotraitance
 Solidarité juridique..... **formule 3 (mars)**

Conditions générales de vente
Établissement des Conditions générales d'achat..... **alerte 33 (avr.)**

Contrat de prestation de service
Délais de paiement..... **alerte 3 (janv.)**

Contrat de rente viagère
Clause résolutoire
 Formule..... **formule 10 (oct.)**

CONTRATS À DISTANCE ET HORS ÉTABLISSEMENT

Obligation d'information
Droit de rétractation
 Clause..... **formule 1 (janv.)**

CONTRATS ADMINISTRATIFS

Sanctions administratives
Contrat international
 Loi applicable..... **alerte 29 (avr.)**

CONTRATS DE DISTRIBUTION

Clauses CGV
Grossistes répartiteurs en pharmacie..... **alerte 12 (févr.)**

CONTRATS ET OBLIGATIONS

Accords
Accord de confidentialité..... **alerte 18 (mars)**

Bon de commande
Mentions obligatoires..... **alerte 82 (nov.)**

Cession de contrats
Réforme
 Ord. n° 2016-131, 10 févr. 2016..... **étude 8 (mai)**

Contrat de coffre-fort
Obligation et responsabilité de la banque
 Preuve..... **comm. 138 (juin)**

Contrats de ventes en ligne
Droit européen
 Modernisation des règles applicables..... **alerte 13 (févr.)**

Facturation
Prise en compte de CVO..... **alerte 83 (nov.)**

Imprévision
Réforme
 Ord. n° 2016-131, 10 févr. 2016..... **étude 6 (mai)**

Ordonnances
Projet de loi..... **alerte 68 (août-sept.)**

Pacte de préférence
Bien divisible ou non
 Formule..... **formule 11 (nov.)**

Prestataire intermédiaire
Délais de paiement..... **alerte 81 (nov.)**

Réforme
Inexécution du contrat
 Ord. n° 2016-131, 10 févr. 2016..... **étude 7 (mai)**
Notion de cause
 Ord. n° 2016-131, 10 févr. 2016..... **étude 4 (mai)**
 Ord. n° 2016-131, 10 févr. 2016..... **dossier 1 (mai)**
 Présentation générale..... **étude 2 (mai)**
Ordonnance..... **alerte 22 (mars)**
Perte de repère..... **repère 6 (juin)**
Vices du consentement
 Ord. n° 2016-131, 10 févr. 2016..... **étude 3 (mai)**

Regard du praticien
Réforme
 Ord. n° 2016-131, 10 févr. 2016..... **étude 9 (mai)**

Secret d'affaire

Protection
 Directive européenne..... **alerte 70 (août-sept.)**

Vices du consentement
Dol
 Erreur provoquée
 Caractère toujours excusable..... **comm. 135 (juin)**

CONTRÔLE DES CONCENTRATIONS

Autorisation sous condition
Cession d'actifs
 Mandataire..... **chron. 4 (août-sept.)**

Autorité de la concurrence
Engagements alternatifs..... **alerte 51 (juin)**

Commission européenne
Notification des opérations
 Big Data..... **alerte 84 (déc.)**

Contrôle de la Commission
Effets de l'annulation d'une décision..... **comm. 99 (avr.)**

Procédure
Analyse concurrentielle
 Engagements..... **comm. 217 (oct.)**

Responsabilité civile
Autorité de la chose jugée
 Autorité de la chose décidée..... **comm. 195 (août-sept.)**

COOPÉRATION COMMERCIALE

Preuve de prestations de coopération commerciale
Action du Ministre de l'économie
 Action en répétition de l'indu..... **comm. 211 (oct.)**

COURTAGE

Courtage matrimonial
Pratique commerciale trompeuse
 Droit de rétractation..... **comm. 106 (avr.)**

CRÉDIT

Prescription biennale
Computation des délais..... **comm. 157 (juin)**

Surendettement
Prescription biennale
 Cause de suspension..... **comm. 134 (mai)**

CRÉDIT À LA CONSOMMATION

Crédit immobilier
Prêt viager
 Prêt viager hypothécaire..... **alerte 9 (févr.)**
Résiliation
 Substitution d'assureur..... **comm. 131 (mai)**

Déchéance du droit aux intérêts
Déchéance du terme..... **comm. 57 (févr.)**
Preuve de la consultation du FCIP..... **comm. 51 (févr.)**

Délai biennal de forclusion
Découvert en compte tacite..... **comm. 25 (janv.)**
Report d'échéances impayées..... **comm. 26 (janv.)**

Droit aux intérêts
Déchéance..... **comm. 83 (mars)**

Information du consommateur
Caractère typographique Corps 8..... **comm. 108 (avr.)**

Offre claire et lisible
Assurance facultative de prêt..... **comm. 202 (août-sept.)**

Offre préalable de crédit
Déchéance du droit aux intérêts..... **comm. 203 (août-sept.)**

Rapport Athling
Bilan législatif..... **alerte 71 (oct.)**

CRÉDIT AFFECTÉ

Photovoltaïque
Point de départ du délai biennal de forclusion..... **comm. 24 (janv.)**

Suspension de l'exécution du contrat de crédit
Compétence du juge..... **comm. 58 (févr.)**

CRÉDIT IMMOBILIER

Obligation légale de mise en garde..... **étude 12 (déc.)**

Prescription
Déchéance..... **alerte 77 (nov.)**

CRÉDITS

Crédit renouvelable
Résiliation anticipée par le prêteur
 Clause abusive..... **comm. 84 (mars)**

D

DÉCISION CONSTATANT UNE INFRACTION

- Intérêt légitime à constater une infraction
 - Obligation de motivation
 - Gravité de l'infraction **comm. 45 (févr.)**

DÉCISION D'INCOMPATIBILITÉ

- Recours
 - Violation des droits de la défense
 - Moyens inopérants **chron. 1 (févr.)**

DÉFINITION DU CONSOMMATEUR

- Comité d'entreprise
 - Non-professionnel **comm. 129 (mai)**

DÉLAIS DE FORCLUSION ET DE PRESCRIPTION

- Différence de régime
 - Suspension pendant une expertise ordonnée en référé
 - Délai de forclusion (non) **comm. 205 (oct.)**

DÉMARCHAGE

- Contrat hors établissement
 - Abus de faiblesse **comm. 130 (mai)**

DÉMARCHAGE À DOMICILE

- Contrat hors établissement
 - Médecin **comm. 244 (nov.)**

DÉPÔT

- Détérioration de la chose
 - Responsabilité du dépositaire **comm. 160 (juill.)**

DÉSÉQUILIBRE SIGNIFICATIF

- Appréciation
 - Licéité de la clause **comm. 215 (oct.)**
- Clause de préavis
 - Déséquilibre contractuel **comm. 69 (mars)**
- Condition d'existence
 - Partenariat commercial **alerte 31 (avr.)**
- Faculté de résiliation
 - Dépendance économique
 - Rupture brutale **comm. 142 (juin)**
- Notion
 - Contrat de création de site internet
 - Notion de Partenaire commercial **comm. 141 (juin)**
- Sanction
 - Nullité du contrat **comm. 169 (juill.)**
- Soumission
 - Appréciation du déséquilibre
 - Délai de livraison **comm. 253 (déc.)**

DISTRIBUTION

- Agence commerciale
 - Compétence juridictionnelle **chron. 3 (juill.)**
- Contrat de distribution exclusive
 - Exclusivité territoriale
 - Point de vente **comm. 254 (déc.)**
- Notion de distributeur
 - Artisan électricien **alerte 35 (avr.)**
- Questions diverses
 - Guide de la distribution 2016 **alerte 59 (août-sept.)**
- Réseau de distribution
 - Qualification des affiliés **alerte 34 (avr.)**

DISTRIBUTION DE GAZ LIQUÉFIÉ DE PÉTROLE (GPL)

- Domination des infrastructures logistiques
 - Pratique dite « fix it first » **chron. 1 (févr.)**

DISTRIBUTION SÉLECTIVE

- Critères de sélection
 - Discrimination **comm. 121 (mai)**
- Revente hors réseau
 - Violation de l'interdiction **comm. 115 (mai)**
- Vente en ligne
 - Place de marché **alerte 2 (janv.)**
 - Plateforme de Marché **comm. 148 (juin)**
 - Interdiction de revente hors
 - réseau **comm. 92 (avr.)**

DOMAINE PUBLIC

- Procédure
 - Juridiction compétente **chron. 2 (mars)**

DROIT DE LA CONSOMMATION

- Réformes **repère 1 (janv.)**

DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

- Contrat de déménagement
 - Tribunal du domicile du consommateur **comm. 23 (janv.)**

E

ENGAGEMENT

- Pouvoir de la commission
 - Proportionnalité
 - Motivation **comm. 238 (nov.)**

ENGAGEMENTS

- Inexécution
 - Sanctions
 - Interprétation des engagements **chron. 4 (août-sept.)**

ENTENTE

- Accord de volonté
 - Prix imposés
 - Évocation publique d'un prix
 - conseillé **comm. 15 (janv.)**

Amende

- Calcul
 - Difficultés financières **comm. 72 (mars)**
- Compétence de pleine juridiction
 - Contrôle de légalité **comm. 74 (mars)**
- Durée de l'entente
 - Infraction par objet **comm. 71 (mars)**
- Montant de base
 - Valeur des ventes **comm. 239 (nov.)**

Droit de la propriété industrielle

- Brevet
 - Obligation de paiement d'une
 - redevance **comm. 220 (oct.)**

Droit européen

- Actualité **étude 12 (juin)**

Imputabilité de l'infraction

- Présomption capitalistique
 - Procédure de non-contestation
 - des griefs **comm. 173 (juill.)**

Marché pertinent

- Restriction de la concurrence par objet ou par effet
 - Règle de raison **comm. 198 (août-sept.)**

Organisation de marché

- Champ d'application du droit de la concurrence **comm. 46 (févr.)**

Pratique concertée

- Appréciation des preuves
 - Autonomie procédurale des États
 - membres **comm. 73 (mars)**
- Responsabilité du fait d'un tiers
 - Prestataire indépendant **comm. 218 (oct.)**

Procédure

- Communication des griefs
 - Droits de la défense **comm. 101 (avr.)**
 - Motivation **comm. 102 (avr.)**

Questions diverses

- AFEC
 - Actualité 2015 **étude 13 (juin)**

Restriction de concurrence par objet

- Centre commercial
 - Exclusivité
 - Contrat de bail **comm. 37 (févr.)**

Sanctions pécuniaires

- Société mère
 - Emprunt de responsabilité **comm. 124 (mai)**

Secteur mannequinat

- Grilles tarifaires **alerte 79 (nov.)**

ENTREPRISE

- Entreprises en difficulté
 - Aides publiques

Réglementation..... alerte 39 (mai)

ÉTIQUETAGE DES DENRÉES ALIMENTAIRES PRÉEMBALLÉES

Température non conforme à l'étiquetage
Condamnation pénale..... comm. 56 (févr.)

F

FACTURE

Délai de paiement
Intérêts moratoires..... comm. 42 (févr.)

FALSIFICATION

Denrée alimentaire
Pénal consommation..... comm. 223 (oct.)

FRANCHISE

Clause attributive de juridiction
Action en nullité..... chron. 3 (juill.)

Société en formation

Garantie du dirigeant social
Clause de solidarité..... comm. 145 (juin)

G

GARANTIE DE CONFORMITÉ

Inégalité entre vendeur professionnel et non professionnel
Article L. 211-3 du Code de la consommation..... comm. 55 (févr.)

GROUPEMENT FONCIER AGRICOLE

Usure
Crédit..... comm. 50 (févr.)

I

INFRACTION TRÈS GRAVE

Immunité partielle d'amende
Durée excessive de la procédure..... comm. 197 (août-sept.)

J

JUGES DE PROXIMITÉ

Tribunal d'instance
Suppression..... comm. 246 (nov.)

JURIDICTION DE PROXIMITÉ

Saisine par déclaration au greffe..... comm. 109 (avr.)

JUSTICE NÉGOCIÉE

Clémence
Répression pénale
Efficacité économique..... étude 11 (nov.)

L

LIBERTÉ D'ÉTABLISSEMENT

Professions réglementées
Avocats..... alerte 80 (nov.)

LOCATION-GÉRANCE

Clause d'indexation
Choix de l'indice..... comm. 62 (mars)

Contrat de location-gérance

Nullité
Effet rétroactif..... comm. 60 (mars)

LOYAUTÉ DE LA PREUVE

Client mystère..... étude 1 (janv.)

M

MANDAT

Absence de pouvoir du mandataire
Conséquence..... comm. 31 (févr.)

MARCHÉS PUBLICS

Contrats de concession
Autoroutes..... chron. 2 (mars)

O

OBLIGATION DE SÉCURITÉ

Contrat d'hôtellerie..... comm. 112 (mai)

ORDONNANCE DU 10 FÉVRIER 2016 PORTANT RÉFORME DU DROIT DES CONTRATS

Avant-projet de réforme de la responsabilité civile
Clauses limitatives de responsabilité
Clauses exclusives de responsabilité..... étude 13 (déc.)
Loi de ratification..... repère 11 (déc.)

ORGANISATEUR DE VOYAGES

Gratuité
Application du régime légal de responsabilité des organisateurs de voyages (non)..... comm. 207 (oct.)

P

PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES

Compétence juridictionnelle
Détermination..... chron. 3 (juill.)

Droit européen

Compétence du juge de l'union..... comm. 175 (juill.)

Durée

Ententes horizontales
Preuve..... étude 10 (nov.)

Groupe de sociétés

Faute de la victime
Lien de causalité..... comm. 18 (janv.)

Parasitisme

Chose parasitée
Agissement parasitaire..... comm. 6 (janv.)

Procédure

Compétence du juge administratif..... chron. 2 (mars)

Sanctions pécuniaires

Aide aux victimes..... comm. 241 (nov.)
Notion d'entreprise..... comm. 75 (mars)

Secteur de la téléphonie

Clientèle « entreprise »..... alerte 11 (févr.)

PRATIQUES COMMERCIALES

DÉLOYALES

Annonces de réduction de prix
Prix de référence
Disparition de l'infraction « per se »..... alerte 7 (févr.)

Omission trompeuse

Ordinateur
Logiciels préinstallés..... comm. 243 (nov.)

Ordinateur

Pratique « IP tracking »..... alerte 60 (août-sept.)
Pré-installation de logiciels..... alerte 73 (oct.)

Pratiques commerciales abusives

Procédure
Poursuite..... alerte 92 (déc.)

PRATIQUES RESTRICTIVES DE CONCURRENCE

Action du ministre
Clause compromissoire..... comm. 214 (oct.)

Amende civile

Fusion-absorption
Transmission de l'amende..... comm. 118 (mai)

Compétence judiciaire

Clauses illicites..... chron. 3 (juill.)

Compétence juridictionnelle

Tribunaux compétents <i>Décret n° 2009-1384</i>	comm. 192 (août-sept.)
Compétence territoriale	
Application dans le temps <i>Appel</i>	comm. 143 (juin)
Principe de personnalité des peines	
Sanction civile.....	alerte 58 (juill.)
Remises sur tarifs	
Engagement de responsabilité civile.....	alerte 36 (avr.)
Revente à perte	
Centrale d'achat.....	comm. 165 (juill.)
Rupture brutale de relations commerciales établies	
Action du ministre <i>Appel provoqué</i>	comm. 255 (déc.)

PRESCRIPTION

Durée	
titre exécutoire <i>créances périodiques</i>	alerte 69 (août-sept.)
Prêt souscrit par une personne morale	
Délai biennal (non).....	comm. 227 (nov.)
Responsabilité contractuelle	
Avocat <i>Départ du délai</i>	comm. 86 (avr.)

PRÊT

Preuve	
Remise de la somme prêtée.....	comm. 229 (nov.)

PRÊT À USAGE

Obligations du prêteur	
Remboursement de dépenses <i>Distinction</i>	comm. 228 (nov.)

PRIVATE ENFORCEMENT

Compétence	
Juridiction administrative.....	comm. 48 (févr.)
Marché pertinent	
Existence.....	comm. 149 (juin)
Prix prédateur	
Stratégie d'éviction.....	comm. 19 (janv.)

PRIX DES MÉDICAMENTS

Publicité trompeuse	comm. 225 (oct.)
----------------------------------	-------------------------

PROCÉDURE

Pouvoir de la commission	
Communication de renseignements.....	comm. 126 (mai)
Principe du contradictoire	
Égalité des armes.....	comm. 127 (mai)
Procédures contentieuses	
Obligations du dirigeant <i>Trouble commercial réparable</i>	comm. 152 (juin)
Recours en annulation	
RPVA.....	comm. 151 (juin)
Recours pour excès de pouvoir	
Actes de l'Autorité de la concurrence <i>Modification d'une injonction</i>	comm. 125 (mai)
Requête en Interprétation	
Irrecevabilité.....	comm. 150 (juin)

PROCÈS ÉQUITABLE

Motivation par référence	
Entente sur les prix <i>Notion de dépendance économique</i>	comm. 47 (févr.)

PROFESSIONS JURIDIQUES RÉGLEMENTÉES

Loi Macron	
Régulation.....	repère 8 (août-sept.)

PROFESSIONS RÉGLEMENTÉES

Liberté d'installation	
Avocats aux Conseils.....	comm. 266 (déc.)

PROMESSE UNILATÉRALE

Vente	
Indemnité d'immobilisation <i>Formule</i>	formule 8 (août-sept.)

PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Actions privées	
Action de groupe <i>Secteur médical</i>	alerte 15 (févr.)
Produits et services d'aide à l'autonomie	
Information.....	alerte 91 (déc.)

PUBLICITÉ

Publicité en faveur du tabac	
Interdiction.....	comm. 79 (mars)

PUBLICITÉ COMPARATIVE

Comparaison des prix	
Pratique commerciale trompeuse.....	comm. 27 (janv.)
Publicité trompeuse	comm. 226 (oct.)

R

RECEVABILITÉ DES PREUVES

Écoutes	
Capacité contributive <i>Viabilité économique de l'entreprise</i>	comm. 240 (nov.)

RÉGULATION

Santé publique	
CEPS <i>Recours</i>	chron. 2 (mars)
SEL (Société d'exercice libéral).....	chron. 2 (mars)

RELATIONS COMMERCIALES

Notion	
Absence de relation contractuelle.....	comm. 191 (août-sept.)
Rupture abusive	
Responsabilité.....	comm. 94 (avr.) comm. 95 (avr.)
Rupture brutale	
Absence de préavis <i>Clause résolutoire</i>	comm. 190 (août-sept.)
Action indemnitaire <i>Droit européen</i>	chron. 3 (juill.)
Association <i>Absence de responsabilité</i>	comm. 67 (mars)
Cession de fonds de commerce.....	comm. 166 (juill.)
Contredit <i>Gérance-mandat</i>	comm. 237 (nov.)
Franchise <i>Réseau</i>	comm. 213 (oct.)
Notification par courrier électronique <i>Preuve</i>	comm. 68 (mars)
Préavis <i>Continuation de la relation</i>	comm. 236 (nov.)
<i>Preuve</i>	comm. 70 (mars)
<i>Règlement d'exemption</i>	comm. 212 (oct.)
<i>Rupture sans préavis</i>	comm. 233 (nov.)
<i>Tacite reconduction</i>	comm. 144 (juin)
Procédure <i>Compétence de la cour d'appel</i>	comm. 234 (nov.)
Relation commerciale établie <i>imputabilité</i> <i>brutalité</i>	comm. 167 (juill.)

RÉSILIATION UNILATÉRALE AUX RISQUES ET PÉRILS

Contrôle a posteriori	
Charge de la preuve.....	comm. 4 (janv.)
Contrôle judiciaire a posteriori	
Manquement grave.....	comm. 249 (déc.)

RÉSOLUTION

Clause résolutoire	
Modalités de mise en oeuvre <i>Résiliation unilatérale aux risques et périls</i>	comm. 3 (janv.)
Critère	
Proportionnalité.....	comm. 184 (août-sept.)
Effets	
Utilisation ou usure de la chose.....	comm. 230 (nov.)

RESPONSABILITÉ CIVILE

Questions diverses	
Réforme.....	repère 7 (juill.)

RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE

Charge de la preuve.....	comm. 88 (avr.)
Obligation de résultat	
Dommege réparable	
Caractère strictement prévisible.....	comm. 87 (avr.)
Obligation de sécurité	
Exploitant d'un laser game	
Obligations de moyens.....	comm. 2 (janv.)
Exploitant d'un parking	
Défaut d'attention de la victime	
Exonération partielle.....	comm. 32 (févr.)
Obligation de moyens	
Manquement.....	comm. 163 (juill.)

RESPONSABILITÉ DU FAIT DES PRODUITS DÉFECTUEUX

Connaissance du défaut	
Médicaments (Médiator).....	comm. 111 (mai)
Dommege causé à une personne ou un autre bien	
Condition nécessaire.....	comm. 34 (févr.)
Preuve du lien de causalité	
Absence de preuve scientifique.....	comm. 29 (janv.)
Transposition de la directive	
Prescription.....	comm. 185 (août-sept.)

RESPONSABILITÉ D'UNE SOCIÉTÉ MÈRE

Infractions aux règles de la concurrence	
Filiales.....	comm. 196 (août-sept.)

RUPTURE BRUTALE DE RELATIONS COMMERCIALES ÉTABLIES

Circonstances économiques.....	comm. 93 (avr.)
Compétence	
Juridiction spécialisée	
Contredit.....	comm. 8 (janv.)
Déséquilibre significatif (non)	comm. 97 (avr.)
Droit européen	
Règlement de Bruxelles	
Juridiction compétente.....	comm. 235 (nov.)
Extension (non)	
Préavis.....	comm. 12 (janv.)
Faute grave	comm. 96 (avr.)
Indemnisation	
Préjudice découlant de la brutalité.....	comm. 10 (janv.)
Indemnisation du préjudice	
Arbitrage.....	comm. 41 (févr.)
Juridiction compétente	comm. 40 (févr.)
Préavis raisonnable	
Détermination.....	comm. 11 (janv.)
Relation commerciale (non)	
Avocat	
Incompatibilité.....	comm. 39 (févr.)
Rupture abusive	
Préjudice réparable.....	comm. 117 (mai)
Rupture brutale (oui)	
Exclusion d'un groupement	
Relation commerciale précaire.....	comm. 43 (févr.)
Succession de contrats	
Appel d'offres.....	comm. 116 (mai)

RUPTURE FAUTIVE

Imputabilité	
Fournisseur (oui)	
Organisation du réseau	
Responsabilité de la tête de groupe.....	comm. 9 (janv.)

S

SAISINE D'OFFICE

Auto-saisine	
Impartialité	
Droits de la défense.....	comm. 242 (nov.)

SANTÉ DU CONSOMMATEUR

Décision de retrait	
Viande contaminée.....	comm. 28 (janv.)

SECTEUR AUDIOVISUEL

Droits de distribution exclusive	
Injonctions	

Droits des tiers..... chron. 4 (août-sept.)

SECTEUR DE L'ACQUISITION DES PROGRAMMES AUDIOVISUELS

Concentration verticale	
Risque de verrouillage.....	chron. 4 (août-sept.)

SURENDETTEMENT

Bonne foi	
Critères d'appréciation.....	comm. 80 (mars)
Procédure.....	comm. 133 (mai)
Saisie immobilière	
Sursis à l'adjudication.....	comm. 81 (mars)
Rétablissement personnel	
Créance d'une victime d'infraction pénale	
FGTI.....	comm. 179 (juill.)
Dettes professionnelles	
Cotisations sociales.....	comm. 224 (oct.)

T

TRANSPORT AÉRIEN

Transport de personnes	
Vol annulé.....	comm. 270 (déc.)

V

VENTE

Animaux domestiques	
Vices cachés	
Extension de garantie.....	formule 6 (juin)
Délai de paiement	
Sanctions administratives.....	chron. 3 (juill.)
Délivrance	
Conformité	
Certificat.....	comm. 161 (juill.)
Documents contractuels	
Prévalence des documents	
Avis CEPC.....	alerte 66 (août-sept.)
Droit de rétractation	
Notification- Irrégularité.....	comm. 162 (juill.)
Terrain à bâtir.....	comm. 113 (mai)
Garantie de conformité	
Défaut.....	comm. 85 (mars)
Garantie des vices cachés	
Action estimatoire	
Coût des réparations.....	comm. 155 (juin)
Modification du produit.....	comm. 61 (mars)
Immeuble bâti	
Diagnostic amiante erroné	
Préjudice réparable.....	comm. 183 (août-sept.)
Diagnostic technique erroné	
Préjudice réparable.....	comm. 33 (févr.)
Prix vil ou indéterminé	
Nullité relative	
Critère des intérêts protégés.....	comm. 136 (juin)
Promesse de vente	
Clause de substitution	
Formule.....	formule 12 (déc.)
Résolution de la vente	
Défaut de rentabilité.....	comm. 159 (juin)
Restitutions	
Nullité	
Vices cachés.....	étude 9 (oct.)
Vente d'électricité	
Installation photovoltaïque	
Compétence des tribunaux.....	comm. 128 (mai)
Vente internationale	
Délais de paiement	
Plafond légal	
Avis CEPC.....	alerte 65 (août-sept.)
Vente pyramidale	
Peine complémentaire de confiscation	
Date d'entrée en vigueur de la loi	
Hamon.....	comm. 156 (juin)
Vice du consentement	
Erreur	
Annulation pour erreur (non).....	comm. 137 (juin)

VENTE D'ANIMAUX DOMESTIQUES

Garantie légale de conformité	
Maladie	

Remplacement impossible
Responsabilité..... **comm. 53 (févr.)**

VENTE DE TERRAINS POLLUÉS

Clause d'absence de pollution
Formule..... **formule 2 (févr.)**

VENTE IMMOBILIÈRE

Prix d'un euro
Lésion (non)
Existence d'une contrepartie à
l'obligation du vendeur..... **comm. 250 (déc.)**

VICE DU CONSENTEMENT

Violence

Menaces réitérées de procédures
Contrat très défavorable à la par-
tie menacée..... **comm. 206 (oct.)**

VICES DU CONSENTEMENT

Erreur

Vente d'oeuvre d'art
Non-authenticité
Doute..... **comm. 1 (janv.)**

2015

Mars

Trib. UE, **9 mars 2015**, n° T-175/12, Deutsche Börse
c/ Commission (*Compagnies aériennes*) **chron. 1 (févr.)**

Avril

CA Paris, Pôle 1, 1^{re} ch., **7 avr. 2015**, n° 14/17985, Sté
Granarolo c/ Sté Ambrosi Emmi France : JurisData
n° 2015-009087 (*Distribution*) **chron. 3 (juill.)**

Mai

T. com. Paris, **7 mai 2015**, n° J2015/000040
(*Distribution*) **chron. 3 (juill.)**

Trib. UE, **13 mai 2015**, n° T-162/10, Niki Luftfahrt
c/ Commission européenne (*Compagnies aériennes*) **chron. 1 (févr.)**

Aut. conc., déc., **15 mai 2015**, n° 15-DCC-53
(*Compagnies aériennes*) **chron. 1 (févr.)**

CJUE, **21 mai 2015**, n° C-352/13, Cartel Damage Claims
(*Distribution*) **chron. 3 (juill.)**

Septembre

CJUE, **3 sept. 2015**, n° C-110/14, Horațiu Ovidiu Costea
c/ SC Volksbank România SA (*Contrat de consommation*) **comm. 21 (janv.)**

Cass. com., **29 sept. 2015**, n° 14-19795, F-D, Sté
Sorepla et autre c/ Sté Sita négoce : JurisData n° 2015-
021589 (*Résiliation unilatérale aux risques et périls*) **comm. 4 (janv.)**

Cass. com., **29 sept. 2015**, n° 14-17.130, F-D, Sté
Elsodent : JurisData n° 2015-021572 (*Concurrence
déloyale*) **comm. 13 (janv.)**

CA Paris, Pôle 5, ch. 4, **30 sept. 2015**, n° 13/07915,
SARL Horlogerie Doux c/ SAS Rolex France : JurisData
n° 2015-021784 (*Rupture brutale de relations
commerciales établies*) **comm. 12 (janv.)**

Octobre

CA Aix-en-Provence, 2^e ch., **1^{er} oct. 2015**, n° 14/15898,
M^e TORELLI ès qual. Mandataire liquidateur de SOHV
c/ SARL Centragroup-Fareva, SAS Excelvision, Sté
Excelvision AG : JurisData n° 2015-024365 (*Rupture
brutale de relations commerciales établies*) **comm. 11 (janv.)**

Cass. com., **6 oct. 2015**, n° 13-18.704, F-D : JurisData
n° 2015-022096 (*Distribution*) **chron. 3 (juill.)**

Cass. com., **6 oct. 2015**, n° 13-28.212, F-P+B, SAS
Renault c/ SARL Sergent : JurisData n° 2015-022067
(*Réseau de distribution*) **comm. 9 (janv.)**

Cass. com., **6 oct. 2015**, n° 13-24.854, FS-P+B, JCB
Services et alii : JurisData n° 2015-022157 (*Private
enforcement*) **comm. 18 (janv.)**

Cass. 1^{re} civ., **14 oct. 2015**, n° 14-21.894, F-P+B, Gillon
c/ SA Crédit du Nord : JurisData n° 2015-022711
(*Contrat de consommation*) **comm. 22 (janv.)**

Cass. 1^{re} civ., **14 oct. 2015**, n° 14-13.847, F-P+B, Sté
Hanse Yachts AG c/ Sté covéa risks et autre : JurisData
n° 2015-022710 (*Responsabilité du fait des produits
défectueux*) **comm. 34 (févr.)**

Cass. 3^e civ., **15 oct. 2015**, n° 14-18.077, FS-P+B, Sté
cabinet diagnostic immobilier de Gascogne : JurisData
n° 2015-022740 (*Vente immobilière*) **comm. 33 (févr.)**

Cass. com., **20 oct. 2015**, n° 14-20.416, F-D, Sté Idées
du monde c/ Sté Smart & co : JurisData n° 2015-023604
(*Résiliation unilatérale*) **comm. 3 (janv.)**

Cass. com., **20 oct. 2015**, n° 14-15.851, FS-P+B, Sté Gifi
Mag c/ Sté Rocate : JurisData n° 2015-023448 (*Rupture
brutale de relations commerciales établies*) **comm. 8 (janv.)**

Cass. com., **20 oct. 2015**, n° 14-18.753, F-D, Sté
Haulotte group c/ Sté Soudacier : JurisData n° 2015-
023508 (*Rupture brutale de relations commerciales
établies*) **comm. 10 (janv.)**

Cass. com., **21 oct. 2015**, n° 14-25.080, FS-P+B, Sté
Scamark c/ Sté Conserveries des cinq océans : JurisData
n° 2015-023370 (*Rupture brutale de relations
commerciales établies*) **comm. 41 (févr.)**

CA Paris, pôle 5, ch. 4, **21 oct. 2015**, n° 13/08861,
Cartier c/ L'Oréal : JurisData n° 2015-000462
(*Concurrence déloyale*) **comm. 6 (janv.)**

CJUE, **22 oct. 2015**, n° C-194/94 P, AC-Treuhand AG,
(*Entente*) **comm. 16 (janv.)**

Cass. 2^e civ., **22 oct. 2015**, n° 14-17.813, F-D, Sté
Splatgame et autres : JurisData n° 2015-023778
(*Obligation de sécurité*) **comm. 2 (janv.)**

CA Paris, Pôle 5, ch. 5, **22 oct. 2015**, n° 14/03665, SARL
Rocca Sports c/ SNCM (*Abus de position dominante*) **comm. 14 (janv.)**

Cass. crim., **27 oct. 2015**, n° 14-87.259, FS-P+B+I,
M. Bernard X. et autres : JurisData n° 2015-023942
(*Santé du consommateur*) **comm. 28 (janv.)**

Cass. 1^{re} civ., **28 oct. 2015**, n° 14-17.893, FS-D, Sté Maci
et autres : JurisData n° 2015-024146 (*Erreur*) **comm. 1 (janv.)**

Cass. 1^{re} civ., **28 oct. 2015**, n° 14-24683, F-D : JurisData
n° 2015-024071 (*Contrat de location de carrière de
courses*) **comm. 5 (janv.)**

Cass. 1^{re} civ., **28 oct. 2015**, n° 14-11498, FS-P+B, SA La
Banque Solfea : JurisData n° 2015-023982 (*Crédit
affecté*) **comm. 24 (janv.)**

Cass. 1^{re} civ., **28 oct. 2015**, n° 14-23.267, FS-P+B :
JurisData n° 2015-023948 (*Crédit à la consommation*) **comm. 26 (janv.)**

CA Paris, Pôle 5, ch. 5, **29 oct. 2015**, n° 14/01030, SAS
Carrefour Hypermarchés c/ SATU ITM Alimentaire
international (*Publicité comparative*) **comm. 27 (janv.)**

Novembre

Cass. com., **3 nov. 2015**, n° 14-26.051 et 15-21.769,
FS-P+B, Sté Bred banque populaire c/ Segond : JurisData
n° 2015-024572 (*Cautionnement*) **comm. 20 (janv.)**

TI Saint-Étienne, **3 nov. 2015**, n° 11-15-000907, Sté BNP
Paribas Personal Finance (*Crédit à la consommation*) **comm. 57 (févr.)**

Cass. 1^{re} civ., **4 nov. 2015**, n° 11-27.591, F-D, Sté Benax
SRL et Sté Ghimas SPA c/ Sté Sudimplant : JurisData
n° 2015-024673 (*Contrat de concession*) **comm. 7 (janv.)**

Cass. 1^{re} civ., **4 nov. 2015**, n° 14-19.981, F-P+B, Sté
C. Stein di Arnaldo Righetti c/ Razzini : JurisData n° 2015-
024533 (*Contrat de consommation*) **comm. 23 (janv.)**

Cass. com., **10 nov. 2015**, n° 14-15.968, FS-P+B, SAS
Parquets Lemoine c/ SAS Isoroy (*Transparence tarifaire*) **comm. 42 (févr.)**

Cass. 1^{re} civ., **12 nov. 2015**, n° 14-25.787, FS-P+B,
Banque de Tahiti : JurisData n° 2015-025160 (*Crédit à la
consommation*) **comm. 25 (janv.)**

Cass. 1^{re} civ., **12 nov. 2015**, n° 14-18.118, FS-P+B+I,
M^{me} Nelly X. et autres c/ Sté Sanofi Pasteur MSD et
autres : JurisData n° 2015-025154 (*Responsabilité du fait
des produits défectueux*) **comm. 29 (janv.)**

Cass. 3^e civ., **12 nov. 2015**, n° 14-17.790, F-D, Sté
immobilière La provençale : JurisData n° 2015-025310
(*Agent immobilier*) **comm. 30 (févr.)**

Cass. 1^{re} civ., **12 nov. 2015**, n° 14-23.340, F-P+B, Sté HE
NE SSA c/ Sté Ship Factory : JurisData n° 2015-025068
(*Mandat*) **comm. 31 (févr.)**

T. confl., **16 nov. 2015**, n° C4035, Région Île-de-France
(*Pratiques anticoncurrentielles*) **chron. 2 (mars)**

T. confl., **16 nov. 2015**, n° 4035, Région Île-de-France :
JurisData n° 2015-027028 (*Private enforcement*) **comm. 48 (févr.)**

Cass. com., **17 nov. 2015**, n° 14-16.012, F-S+B, Sté
Carrefour proximité France c/ Sté Perin Borkowiak :
JurisData n° 2015-025854 (*Contrat de franchise*) **comm. 38 (févr.)**

TI Digne-les-Bains, **17 nov. 2015**, n° 11-15-000256,
Banque postale financement : JurisData n° 2015-029696
(*Crédit à la consommation*) **comm. 51 (févr.)**

CJUE, 19 nov. 2015 , n° C-74/15, Dumitru Tarcău, Ileana Tarcău c/ Banca Comercială Intesa Sanpaolo România SA e.a. (<i>Clause abusive</i>).....	comm. 54 (févr.)	Cass. com., 8 déc. 2015 , n° 14-18.228, F-D, SARL Trans plus services c/ SA Leroy Merlin France : JurisData n° 2015-027562 (<i>Rupture brutale de relations commerciales établies</i>).....	comm. 68 (mars)
CA Paris, Pôle 5, ch. 11, 20 nov. 2015 , n° 13/10448, Nataf c/ SAS CHG Meridian Computer Finance France venant aux droits de la société CHG Meridan France : JurisData n° 2015-026479 (<i>Déséquilibre significatif</i>).....	comm. 69 (mars)	Trib. UE, 9 déc. 2015 , n° T-48/11, British Airways plc (<i>Entente</i>).....	comm. 100 (avr.)
Cass. com., 24 nov. 2015 , n° 14-17.747, F-D, Brunet-Beaumel c/ Sté DJ Evolution, Sté Fashion Box France : JurisData n° 2015-029144 (<i>Agent commercial</i>).....	comm. 35 (févr.)	Trib. UE, 9 déc. 2015 , n° T-38/11, Cathay Pacific Airways Ltd (<i>Entente</i>).....	comm. 100 (avr.)
Cass. com., 24 nov. 2015 , n° 14-16.806, F-D, Sté Pepsico France c/ Sté Andros : JurisData n° 2015-026719 (<i>Concurrence déloyale</i>).....	comm. 36 (févr.)	Trib. UE, 9 déc. 2015 , n° T-36/11, Japan Airlines Co. Ltd (<i>Entente</i>).....	comm. 100 (avr.)
Cass. com., 24 nov. 2015 , n° 14-22.578, F-D, SELARL Coroller-Béquet c/ SA Banque populaire Atlantique : JurisData n° 2015-026287 (<i>Rupture brutale de relations commerciales établies</i>).....	comm. 39 (févr.)	Trib. UE, 9 déc. 2015 , n° T-28/11, Koninklijke Luchtvaart Maatschappij NV (<i>Entente</i>).....	comm. 100 (avr.)
Cass. com., 24 nov. 2015 , n° 14-14.924, FS-P+B, Sté Lauterbach GmbH c/ Sté Logic instrument : JurisData n° 2015-026730 (<i>Rupture brutale de relations commerciales établies</i>).....	comm. 40 (févr.)	Trib. UE, 9 déc. 2015 , n° T-9/11, Air Canada (<i>Entente</i>).....	comm. 100 (avr.)
Cass. com., 24 nov. 2015 , n° 14-19.678, F-D, Stés C ^{ie} des loueurs de skis et C ^{ie} française de loueurs de skis : JurisData n° 2015-026256 (<i>Rupture brutale de relations commerciales établies</i>).....	comm. 43 (févr.)	Trib. UE, 9 déc. 2015 , n° T-67/11, Martinair Holland NV (<i>Entente</i>).....	comm. 100 (avr.)
Cass. 1 ^{re} civ., 25 nov. 2015 , n° 14-21.434, F-D, Sté Vinci Park et autre : JurisData n° 2015-026618 (<i>Responsabilité contractuelle</i>).....	comm. 32 (févr.)	Trib. UE, 9 déc. 2015 , n° T-63/11, Sté Air France SA (<i>Entente</i>).....	comm. 100 (avr.)
Cass. 1 ^{re} civ., 25 nov. 2015 , n° 14-20.760, F-P+B+I, SASU Foncia Arc de Seine c/ Sté Christal : JurisData n° 2015-026217 (<i>Contrats de consommation</i>).....	comm. 49 (févr.)	Trib. UE, 9 déc. 2015 , n° T-62/11, Air France-KLM (<i>Entente</i>).....	comm. 100 (avr.)
Cass. 1 ^{re} civ., 25 nov. 2015 , n° 14-21.873, F-P+B+I, SAS Sagex c/ SAS IFT Immobilier : JurisData n° 2015-026228 (<i>Contrats de consommation</i>).....	comm. 49 (févr.)	Trib. UE, 9 déc. 2015 , n° T-56/11, SAS Cargo Group A/S ; Scandinavian Airlines System Denmark-Norway-Sweden et SAS AB (<i>Entente</i>).....	comm. 100 (avr.)
Cass. 1 ^{re} civ., 25 nov. 2015 , n° 14-23.224, F-P+B, GFA Bois Hipel Teeuwisse : JurisData n° 2015-026223 (<i>Contrat de crédit</i>).....	comm. 50 (févr.)	Trib. UE, 9 déc. 2015 , n° T-39/11, Cargolux Airlines International SA (<i>Entente</i>).....	comm. 100 (avr.)
Cass. 1 ^{re} civ., 25 nov. 2015 , n° 15-40.035 QPC, F-P+B : JurisData n° 2015-026214 (<i>Garantie de conformité</i>).....	comm. 55 (févr.)	Trib. UE, 9 déc. 2015 , n° T-46/11, Deutsche Lufthansa AG ; Lufthansa Cargo AG, et Swiss International Air Lines AG (<i>Entente</i>).....	comm. 100 (avr.)
CA Paris, 25 nov. 2015 , n° Pôle 5, ch. 4, SARL Google France : JurisData n° 2015-026643 (<i>Private enforcement</i>).....	comm. 19 (janv.)	Trib. UE, 9 déc. 2015 , n° T-43/11, Singapore Airlines Ltd, et Singapore Airlines Cargo Pte Ltd (<i>Entente</i>).....	comm. 100 (avr.)
CJUE, 26 nov. 2015 , n° C-345/14, SIA « Maxima Latvija » c/ Konkurences padome (<i>Entente</i>).....	comm. 17 (janv.)	Trib. UE, 9 déc. 2015 , n° T-40/11, Latam Airlines Group SA, et Lan Cargo SA (<i>Entente</i>).....	comm. 100 (avr.)
CJUE, 26 nov. 2015 , n° C-345/14, SIA « Maxima Latvija » c/ Konkurences padome (<i>Contrat de distribution</i>).....	comm. 37 (févr.)	Cass. 1 ^{re} civ., 9 déc. 2015 , n° 14-25.910, F-P+B : JurisData n° 2015-027487 (<i>Vente</i>).....	comm. 53 (févr.)
CA Versailles, 26 nov. 2015 , n° 13/07608, SARL Exavue c/ M ^{me} Toussain : JurisData n° 2015-028407 (<i>Vente</i>).....	comm. 85 (mars)	Cass. 1 ^{re} civ., 9 déc. 2015 , n° 14-23.272, F-P+B, SA Banque Solfea c/ Adnot : JurisData n° 2015-027484 (<i>Crédit affecté</i>).....	comm. 58 (févr.)
		Cass. 1 ^{re} civ., 9 déc. 2015 , n° 14-20.533, FS-P+B+I, Sté Costa Crociere SPA : JurisData n° 2015-027532 (<i>Contrat de voyage</i>).....	comm. 63 (mars)
		Cass. 2 ^e civ., 10 déc. 2015 , n° 14-25.892, F-P+B+I : JurisData n° 2015-027491 (<i>Avocat</i>).....	comm. 52 (févr.)
		CA Aix-en-provence, 10 déc. 2015 , n° 2015/648, SCI Valga : JurisData n° 2015-026228 (<i>Contrats de consommation</i>).....	comm. 76 (mars)
		CA Paris, 10 déc. 2015 , n° 14/01092, SARL Athena c/ Synd. copropriétaires, représenté par son syndic, la Société Immodonia : JurisData n° 2015-027771 (<i>Contrat de consommation</i>).....	comm. 82 (mars)
		CA Paris, 10 déc. 2015 , n° 14/25505, SA Crédit du nord : JurisData n° 2015-027768 (<i>Crédits</i>).....	comm. 84 (mars)
		Cass. com., 15 déc. 2015 , n° 14-24.567, F-D, Sté de Villarcely c/ Sté Chesneau Agritech et autre : JurisData n° 2015-028180 (<i>Vente</i>).....	comm. 61 (mars)
		Cass. crim., 15 déc. 2015 , n° 14-87.439, F-D : JurisData n° 2015-028241 (<i>Santé des consommateurs</i>).....	comm. 79 (mars)
		CA Metz, 15 déc. 2015 , n° 15/00752 et 14/01227, SA Banque Populaire Lorraine Champagne : JurisData n° 2015-029241 (<i>Contrats de consommation</i>).....	comm. 76 (mars)
		Trib. UE, 17 déc. 2015 , n° T-486/11, Orange Polska SA (<i>Abus de position dominante</i>).....	comm. 45 (févr.)
		Cass. 3 ^e civ., 17 déc. 2015 , n° 14-25.523, FS-P+B : JurisData n° 2015-028280 (<i>Clauses abusives</i>).....	comm. 77 (mars)
		CA Paris, 17 déc. 2015 , n° 14/17346, SA Sté Générale : JurisData n° 2015-029224 (<i>Crédit à la consommation</i>).....	comm. 83 (mars)
		Aut. conc., déc., 17 déc. 2015 , n° 15-D-20 (<i>Abus de position dominante</i>).....	comm. 98 (avr.)
		CA Paris, Pôle 5, ch. 11, 18 déc. 2015 , n° 13/09764, SAS Innovation et techniques industrielles c/ SARL Alvira : JurisData n° 2015-029790 (<i>Rupture brutale de relations commerciales établies</i>).....	comm. 96 (avr.)
		CE, 30 déc. 2015 , n° 375777, Sté Mylan (<i>Pratiques anticoncurrentielles</i>).....	chron. 2 (mars)

Table chronologique de jurisprudence

CE, **30 déc. 2015**, n° 387666, C^{ie} méditerranéenne des cafés (CMC) Malongo : JurisData n° 2015-029455 (*Clauses abusives*) **comm. 78 (mars)**

2016

Janvier

Cass. com., **5 janv. 2016**, n° 14-10.628, F-D, SNC ArcelorMittal Revigny : JurisData n° 2016-000020 (*Agent commercial*) **comm. 64 (mars)**

Cass. com., **5 janv. 2016**, n° 14-15.705, F-D, SA Assurtis (*Contrat de franchise*) **comm. 65 (mars)**

Cass. com., **5 janv. 2016**, n° 14-15.702, F-D, M. J. Ch. et Sté Assurances oxygène finances c/ Sté Assurtis : JurisData n° 2016-000033 (*Contrat de franchise*) **comm. 65 (mars)**

Cass. com., **5 janv. 2016**, n° 14-15.710, F-D, Sté Cofias et M.G. Coffi c/ SA Assurtis : JurisData n° 2016-000041 (*Contrat de franchise*) **comm. 65 (mars)**

Cass. com., **5 janv. 2016**, n° 14-11.624, F-D, M. S. J. et la SARL Sam & co c/ Sté Casa concept services : JurisData n° 2016-000042 (*Contrat de franchise*) **comm. 66 (mars)**

Cass. com., **5 janv. 2016**, n° 14-15.555, FS-D, Sté EMJ c/ Assoc. IT-FFB : JurisData n° 2016-000037 (*Rupture brutale de relations commerciales établies*) **comm. 67 (mars)**

Cons. const., déc., **7 janv. 2016**, n° 2015-510 QPC (*Autorité de la concurrence*) **alerte 14 (févr.)**

Cons. const., déc., **7 janv. 2016**, n° 2015-510 QPC, Assoc. Expert-comptable média association (*Pratiques anticoncurrentielles*) **comm. 75 (mars)**

Cass. 2^e civ., **7 janv. 2016**, n° 15-10.633, F-P+B : JurisData n° 2016-000018 (*Surendettement*) **comm. 80 (mars)**

Cass. 2^e civ., **7 janv. 2016**, n° 14-26.908, F-P+B, Reti c/ Sté Banque populaire Alsace Lorraine Champagne : JurisData n° 2016-000026 (*Surendettement*) **comm. 81 (mars)**

T. confl., **11 janv. 2016**, n° 4040, RFF (*Pratiques anticoncurrentielles*) **chron. 2 (mars)**

TI Valenciennes, **11 janv. 2016**, n° 11-15-000939, BNP Paribas (*Crédit à la consommation*) **comm. 108 (avr.)**

Cass. crim., **13 janv. 2016**, n° 14-84.072, F-P+B (*Courtage*) **comm. 106 (avr.)**

Cass. crim., **13 janv. 2016**, n° 14-88.136, F-P+B, HSBC : JurisData n° 2016-000248 (*Banque*) **comm. 107 (avr.)**

CA Paris, Pôle 5, ch. 4, **13 janv. 2016**, n° 13/11338, SA Étis Jean Leroy c/ SAS AGCO distribution : JurisData n° 2016-000520 (*Rupture brutale de relations commerciales établies*) **comm. 97 (avr.)**

CA Paris, **13 janv. 2016**, n° 13/11588, SAS Candy sud c/ SAS Eberhardt frères (*Distribution sélective*) **comm. 121 (mai)**

Cass. 1^{re} civ., **14 janv. 2016**, n° 14-23.200, FS-P+B, Sté GIAT industries : JurisData n° 2016-000280 (*Prescription*) **comm. 86 (avr.)**

Cass. 1^{re} civ., **14 janv. 2016**, n° 14-28.227, FS-P+B, Feuerbach c/ SNCF : JurisData n° 2016-000235 (*Responsabilité contractuelle*) **comm. 87 (avr.)**

Cass. 1^{re} civ., **14 janv. 2016**, n° 15-12.730, F-D c/ Sté Vueling Airlines : JurisData n° 2016-000343 (*Responsabilité contractuelle*) **comm. 88 (avr.)**

Cass. 1^{re} civ., **14 janv. 2016**, n° 14-26.474, F-P+B, Sté Étude Lodel : JurisData n° 2016-000232 (*Agent immobilier*) **comm. 89 (avr.)**

CA Paris, Pôle 5, ch. 5, **14 janv. 2016**, n° 14/16799, SAS ABBAX France c/ SA Sullair Europe : JurisData n° 2016-000364 (*Rupture brutale de relations commerciales établies*) **comm. 93 (avr.)**

Trib. UE, **19 janv. 2016**, n° T-404/12, Toshiba Corp (*Entente*) **comm. 101 (avr.)**

Trib. UE, **19 janv. 2016**, n° T-409/12, Mitsubishi Electric Corp (*Entente*) **comm. 101 (avr.)**

Cass. com., **19 janv. 2016**, n° 14-21.670 et n° 14-21.671, FS-P+B : JurisData n° 2016-000724 (*Abus de position dominante*) **comm. 70 (mars)**

Cass. com., **19 janv. 2016**, n° 14-19.894, F-D, Sté Aréna et Sté Sarthe mandataire c/ Sté Grass GmbH : JurisData n° 2016-004442 (*Relations commerciales*) **comm. 95 (avr.)**

CJUE, **20 janv. 2016**, n° C-373/14, P, Toshiba Corporation (*Entente*) **comm. 71 (mars)**

CJUE, **21 janv. 2016**, n° C-74/14, « Eturas » UAB (*Entente*) **comm. 73 (mars)**

CJUE, **21 janv. 2016**, n° C-603/13, P, Galp Energia Espana e.a. c/ Commission (*Entente*) **comm. 74 (mars)**

Cons. const., déc., **21 janv. 2016**, n° 2015-727 DC (*Protection du consommateur*) **alerte 15 (févr.)**

CA Paris, Pôle 5, ch. 5-7, **21 janv. 2016**, n° 2014/22811, Ineo réseaux sud-ouest, SNC (*Entente*) **comm. 72 (mars)**

Aut. conc., déc., **21 janv. 2016**, n° 16-DCC-10 (*Secteur audiovisuel*) **chron. 4 (août-sept.)**

CJUE, **26 janv. 2016**, n° C-415/14 P, Quimitecnica.com - Comércio e Indústria Química SA, et José de Mello - Sociedade Gestora de Participações Sociais SA : JurisData n° 2016-003801 (*Procédure*) **comm. 102 (avr.)**

CA Paris, pôle 5 - ch. 4, **27 janv. 2016**, n° 13/10846, Everything for Riders c/ Lamalo : JurisData n° 2016-004386 (*Concurrence déloyale*) **comm. 91 (avr.)**

CJUE, **28 janv. 2016**, n° C-514/14 P, Éditions Odile Jacob SAS c/ Commission européenne, Lagardère SCA, Wendel (*Secteur audiovisuel*) **chron. 4 (août-sept.)**

CJUE, **28 janv. 2016**, n° C-514/14 P, Éditions Odile Jacob SAS c/ Commission : JurisData n° 2016-001231 (*Contrôle des concentrations*) **comm. 99 (avr.)**

Cass. 2^e civ., **28 janv. 2016**, n° 14-29.117, F-P+B+I (*Juridiction de proximité*) **comm. 109 (avr.)**

Février

Cass. com., **2 févr. 2016**, n° 14-21.338, F-D, Sté Passplast et a. c/ Sté Leroy Merlin France ; Sté Robba Di Noi : JurisData n° 2016-001815 (*Relations commerciales*) **comm. 94 (avr.)**

Cass. com., **2 févr. 2016**, n° 14-20.486, F-D, Sté Les Vents du Nord c/ Sté Cuivres et bois : JurisData n° 2016-002052 (*Concurrence déloyale*) **comm. 139 (juin)**

CA Paris, Pôle 1, ch. 3, **2 févr. 2016**, n° 15/01542, SAS eNova Santé c/ SAS Caudalie : JurisData n° 2016-001417 (*Distribution sélective*) **comm. 92 (avr.)**

CA Paris, Pôle 1, ch. 3, **2 févr. 2016**, SAS eNova Santé c/ SAS Caudalie : JurisData n° 2016-001417 (*Distribution sélective*) **comm. 148 (juin)**

Cass. 1^{re} civ., **3 févr. 2016**, n° 15-14.689, F-P+B, Crédit immobilier de France développement : JurisData n° 2016-001528 (*Contrat de consommation*) **comm. 104 (avr.)**

Cass. 3^e civ., **4 févr. 2016**, n° 14-29.347, FS-P+B, SAS Qualiconsult : JurisData n° 2016-001589 (*Clauses abusives*) **comm. 105 (avr.)**

Cass. 3^e civ., **4 févr. 2016**, n° 15-11.140, FS-P+B, SARL Bat et Bri : JurisData n° 2016-001567 (*Vente*) **comm. 113 (mai)**

Cass. com., **9 févr. 2016**, n° 14-23.006, FS-P+B, CRCAM Sud Rhône-Alpes : JurisData n° 2016-002016 (*Contrats et obligations*) **comm. 138 (juin)**

CA Bastia, ch. civ. A, **10 févr. 2016**, n° 14/00141, SARL Progevin : JurisData n° 2016-002275 (*Agent commercial*) **comm. 90 (avr.)**

Cass. 1^{re} civ., **11 févr. 2016**, n° 14-28.383, FS-P+B+R+I, SA Caisse d'épargne et de prévoyance Normandie : JurisData n° 2016-002036 (*Contrat de consommation*) **comm. 103 (avr.)**

Cass. 1^{re} civ., **11 févr. 2016**, n° 14-29.539, FS-P+B+R+I, SA Comptoir financier de garantie : JurisData n° 2016-002043 (*Contrat de consommation*) **comm. 103 (avr.)**

Cass. 1^{re} civ., **11 févr. 2016**, n° 14-22.938, FS-P+B+R+I c/ SA Sté générale : JurisData n° 2016-002028 (*Contrat de consommation*) **comm. 103 (avr.)**

Cass. 1^{re} civ., **11 févr. 2016**, n° 14-27.143, FS-P+B+R+I, SA Crédit foncier de France : JurisData n° 2016-002048 (*Contrat de consommation*) **comm. 103 (avr.)**

CA Paris, ch. 2, pôle 2, **12 févr. 2016**, n° 15/08624, Sté Facebook INC : JurisData n° 2016-002888 (*Clauses abusives*) **comm. 132 (mai)**

Cass. com., **16 févr. 2016**, n° 13-28.448, F-D, Sté BPA restauration c/ Sté CND la Cantina : JurisData n° 2016-006436 (*Concurrence déloyale*) **comm. 114 (mai)**

CA Paris, Pôle 5, ch. 11, 3 juin 2016 , SA Groupe Canal Plus c/ SA Parabole Réunion ; Sté Mediacom LTD et SARL Radio Television Par Satellite (RTPS) : JurisData n° 2016-013817 (<i>Contrôle des concentrations et responsabilité civile</i>).....	comm. 195 (août-sept.)
T. com. Paris, ord. réf., 7 juin 2016 , Ecritel c/ Cards Off (<i>Déséquilibre significatif</i>).....	comm. 215 (oct.)
CJUE, 9 juin 2016 , n° C-608/13 P, Compañía Española de Petróleos (CEPSA) SA (<i>Entente</i>).....	comm. 197 (août-sept.)
CJUE, 9 juin 2016 , n° C-617/13 P, Repsol Lubricantes y Especialidades SA, Repsol Petróleo SA et Repsol SA (<i>Entente</i>).....	comm. 197 (août-sept.)
CJUE, 9 juin 2016 , n° C-616/13 P, Productos Asfálticos (PROAS) SA (<i>Entente</i>).....	comm. 197 (août-sept.)
Cass. com., 14 juin 2016 , n° 15-12.734, FS-P+B, Sté Centre financements et autre c/ Sté Ardissa et autre : JurisData n° 2016-011850 (<i>Clause pénale</i>).....	comm. 204 (oct.)
Cass. 1 ^{re} civ., 15 juin 2016 , n° 15-17.369, FS-P+B, Sté Kalidéa c/ Comité d'entreprise de la société Microsteel - CIMD : JurisData n° 2016-011573 (<i>Contrats de consommation</i>).....	comm. 200 (août-sept.)
CJUE, 16 juin 2016 , n° C-154/14 P, SKW Stahl-Metallurgie GmbH et SKW Stahl-Metallurgie Holding AG (<i>Entente</i>).....	comm. 196 (août-sept.)
CJUE, 16 juin 2016 , n° C-155/14 P, Evonik Degussa GmbH et AlzChem AG (<i>Entente</i>).....	comm. 196 (août-sept.)
Cass. com., 21 juin 2016 , n° 14-26.938, F-D : JurisData n° 2016-012254 (<i>Agent commercial</i>).....	comm. 186 (août-sept.)
Cass. com., 21 juin 2016 , n° 15-10.948, F-D, SARLU Celinho c/ SARLU DGPP : JurisData n° 2016-013012 (<i>Agent commercial</i>).....	comm. 187 (août-sept.)
Cass. com., 21 juin 2016 , n° 14-22.709, F-D, Sté Univers pharmacie c/ Sté coopérative Groupements d'achats des centres Leclerc (Galec) : JurisData n° 2016-012255 (<i>Prix des médicaments</i>).....	comm. 225 (oct.)
CA Paris, pôle 5, ch. 4, 22 juin 2016 , n° 14/01512, SAS Vernouillet automobiles c/ Sté FCA France : JurisData n° 2016-012990 (<i>Rupture brutale de relations commerciales établies</i>).....	comm. 190 (août-sept.)
Cons. const., déc., 24 juin 2016 , n° 2016-547 QPC (<i>Consommation</i>).....	alerte 67 (août-sept.)
Trib. UE, 28 juin 2016 , n° T-208/13, Portugal Telecom SGPS, SA (PT) (<i>Entente</i>).....	comm. 219 (oct.)
Trib. UE, 28 juin 2016 , n° T-216/13, Telefónica, SA (<i>Entente</i>).....	comm. 219 (oct.)
Cass. 1 ^{re} civ., 29 juin 2016 , n° 14-30.073, F-D : JurisData n° 2016-013301 (<i>Organisateur de voyages</i>).....	comm. 207 (oct.)
CA Paris, 29 juin 2016 , n° 14/02306, E. Girardeau, « Mandataire liquidateur » de la SARL Les jambons du Cotentin et alii c/ SAS Eurachan : JurisData n° 2016-018004 (<i>Pratique restrictive de concurrence</i>).....	comm. 211 (oct.)
CA Paris, 29 juin 2016 , n° 14/09786, SA Système U Centrale nationale c/ Ministre de l'économie : JurisData n° 2016-018005 (<i>Pratique restrictive de concurrence</i>).....	comm. 211 (oct.)
Trib. UE, 30 juin 2016 , n° T-491/07, RENV, Groupement des cartes bancaires (CB) (<i>Entente</i>).....	comm. 198 (août-sept.)
Cass. 3 ^e civ., 30 juin 2016 , n° 15-18.386, F-D, Sté Figapa : JurisData n° 2016-012770 (<i>Vice du consentement</i>).....	comm. 206 (oct.)
Juillet	
J. proximité Charenton-le-Pont, 4 juill. 2016 , n° 91-16-000025, Priceminister (<i>Action en justice</i>).....	comm. 245 (nov.)
Cass. com., 5 juill. 2016 , n° 14-17.783, F-D, Sté Maison Apollinaire : JurisData n° 2016-014259 (<i>Concurrence déloyale</i>).....	comm. 208 (oct.)
Cass. com., 5 juill. 2016 , n° 14-10.108, FS-P+B, Sté Prada Retail France et a. c/ Sté Appartement à louer SARL : JurisData n° 2016-013674 (<i>Concurrence déloyale</i>).....	comm. 209 (oct.)
Cass. com., 5 juill. 2016 , n° 15-17.004, FS-P+B, Sté BMW France c/ Sté Taurisson et a. : JurisData n° 2016-013672 (<i>Rupture brutale de relations commerciales établies</i>).....	comm. 212 (oct.)
Cass. com., 5 juill. 2016 , n° 14-27.030, F-D, Sté Groupe Planet Sushi c/ Blue Ocean Venture : JurisData n° 2016-013947 (<i>Rupture brutale de relations commerciales établies</i>).....	comm. 213 (oct.)
Cass. com., 5 juill. 2016 , n° 14-26.095, F-D, Sté Cap boulanger : JurisData n° 2016-013946 (<i>Publicité comparative</i>).....	comm. 226 (oct.)
CE, 6 juill. 2016 , n° 390457, 390774, C ^{ie} des gaz de pétrole Primagaz, Sté Vitogaz France : JurisData n° 2016-013327 (<i>Contrôle des concentrations</i>).....	comm. 217 (oct.)
Cass. 1 ^{re} civ., 6 juill. 2016 , n° 15-21.811, FS-P+B, Sté Apple Distribution International, Sté Apple France c/ Ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique : JurisData n° 2016-013778 (<i>Pratiques restrictives de concurrence</i>).....	comm. 214 (oct.)
Cass. 1 ^{re} civ., 6 juill. 2016 , n° 15-22.998, F-D : JurisData n° 2016-013886 (<i>Preuve</i>).....	comm. 229 (nov.)
CJUE, 7 juill. 2016 , n° C-567/14, Genentech Inc. c/ Hoechst GmbH et Sanofi-Aventis Deutschland GmbH (<i>Entente</i>).....	comm. 220 (oct.)
Cons. const., déc., 8 juill. 2016 , n° 2016-552 QPC, Sté Brentag : JurisData n° 2016-014087 (<i>Procédure</i>).....	comm. 221 (oct.)
Cass. avis, 8 juill. 2016 , n° 16007 : JurisData n° 2016-013623 (<i>Surendettement des particuliers</i>).....	comm. 224 (oct.)
Cass. 1 ^{re} civ., 13 juill. 2016 , n° 15-17.702, F-D, Caisse de crédit mutuel Marseille Prado c/ SCI Almo : JurisData n° 2016-013908 (<i>Contrat de consommation</i>).....	comm. 222 (oct.)
Cass. 1 ^{re} civ., 13 juill. 2016 , n° 15-17.702, F-D, Caisse de crédit mutuel Marseille Prado c/ SCI Almo et autre : JurisData n° 2016-013908 (<i>Prescription</i>).....	comm. 227 (nov.)
Cass. 1 ^{re} civ., 13 juill. 2016 , n° 15-10.474, F-P+B : JurisData n° 2016-013617 (<i>Prêt à usage</i>).....	comm. 228 (nov.)
Cass. 3 ^e civ., 13 juill. 2016 , n° 14-26.958, FS-P+B, Sté Jalym et autres : JurisData n° 2016-013751 (<i>Résolution</i>).....	comm. 230 (nov.)
CJUE, 14 juill. 2016 , n° C-196/15, Granarolo : JurisData n° 2016-019136 (<i>Rupture brutale de relations commerciales établies</i>).....	comm. 235 (nov.)
CJUE, 21 juill. 2016 , n° C-542/14, SIA Pärtikas kompanija : JurisData n° 2016-016267 (<i>Entente</i>).....	comm. 218 (oct.)
CE, 27 juill. 2016 , n° 386634 (<i>Consommateur</i>).....	alerte 74 (oct.)
CA Paris, Pôle 5, ch. 5-7, 28 juill. 2016 , n° 2016/11253 : JurisData n° 2016-018354 (<i>Abus de position dominante</i>).....	comm. 216 (oct.)
Septembre	
Cass. com., 6 sept. 2016 , n° 15-16.108, FS-P+B+I, Sté La Redoute : JurisData n° 2016-018113 (<i>Concurrence déloyale</i>).....	comm. 231 (nov.)
Cass. com., 6 sept. 2016 , n° 14-29.692 et 15-12.603, F-D, Sté Bati Europe interim c/ Sté Spie SCGPM : JurisData n° 2016-020014 (<i>Concurrence déloyale</i>).....	comm. 232 (nov.)
Cass. com., 6 sept. 2016 , n° 14-25.891, FS-P+B+I, Sté US import export c/ Sté Levalois et a. : JurisData n° 2016-018036 (<i>Rupture brutale de relations commerciales établies</i>).....	comm. 233 (nov.)
Cass. com., 6 sept. 2016 , n° 14-27.085 et n° 15-15.328, F-P+B, Sté Ingénieurs de Paris c/ Sté Établissement Vraquier de l'Atlantique : JurisData n° 2016-018112 (<i>Rupture brutale de relations commerciales établies</i>).....	comm. 234 (nov.)
Cass. com., 6 sept. 2016 , n° 15-10.738, F-D, Sté Catherine Poli, Sté MJA, Sté Média international masculin c/ Sté Excell communications : JurisData n° 2016-020013 (<i>Relations commerciales</i>).....	comm. 236 (nov.)
Cass. com., 6 sept. 2016 , n° 14-22.287, F-D, Sté Wattohm équipement : JurisData n° 2016-023505 (<i>Agent commercial</i>).....	comm. 260 (déc.)
CJUE, 7 sept. 2016 , n° C-310/15 (<i>Pratique commerciale déloyale</i>).....	alerte 73 (oct.)
CJUE, 7 sept. 2016 , n° C-101/15 P, Pilkington Group Ltd et alii : JurisData n° 2016-021188 (<i>Entente</i>).....	comm. 239 (nov.)
CJUE, 7 sept. 2016 , n° C-310/15, Sony Europe Limited : JurisData n° 2016-020813 (<i>Pratiques commerciales déloyales</i>).....	comm. 243 (nov.)
Trib. UE, 8 sept. 2016 , n° T-54/14, Goldfish BV et alii : JurisData n° 2016-019235 (<i>Entente</i>).....	comm. 240 (nov.)

Table chronologique de jurisprudence

Cass. com., 13 sept. 2016 , n° 14-26.713, F-D, Sté Veolia eau c/ Sté BNP Paribas immobilier promotion résidentiel et autres : JurisData n° 2016-018534 (<i>Contrat d'abonnement d'eau</i>).....	comm. 251 (déc.)
Trib. UE, 15 sept. 2016 , n° T-76/14, Morningstar, Inc. : JurisData n° 2016-021190 (<i>Abus de position dominante</i>).....	comm. 238 (nov.)
Cass. 3 ^e civ., 15 sept. 2016 , n° 15-22.250, F-D, Assemblée permanente des chambres d'agriculture c/ Cne de Val de Reuil : JurisData n° 2016-018573 (<i>Vente immobilière</i>).....	comm. 250 (déc.)
CA Paris, pôle 4, ch. 9, 15 sept. 2016 , n° 14/07535 : JurisData n° 2016-018883 (<i>Démarchage à domicile</i>).....	comm. 244 (nov.)
Cass. com., 20 sept. 2016 , n° 14-25.131, FS-P+B, Sté Pucci c/ Sté H&M AB : JurisData n° 2016-018921 (<i>Concurrence déloyale</i>).....	comm. 252 (déc.)
Cass. com., 20 sept. 2016 , n° 13-15.935, FS-P+B, Sté Point S France : JurisData n° 2016-018922 (<i>Distribution exclusive</i>).....	comm. 254 (déc.)
Cass. com., 20 sept. 2016 , n° 15-10.939, F-D, SA Trolem c/ SARL Boston golf Europe : JurisData n° 2016-018970 (<i>Concurrence déloyale</i>).....	comm. 256 (déc.)
Cass. com., 20 sept. 2016 , n° 15-13.263, F-D, SAS Cahema et alii : JurisData n° 2016-018969 (<i>Concurrence déloyale</i>).....	comm. 257 (déc.)
Cass. com., 20 sept. 2016 , n° 15-12.994, F-D, Sté Agence Francis Haumesser c/ Sté Maison A. Fischer : JurisData n° 2016-018968 (<i>Agent commercial</i>).....	comm. 261 (déc.)
Cass. 1 ^{re} civ., 22 sept. 2016 , n° 15-20.614, F-D : JurisData n° 2016-019215 (<i>Résiliation unilatérale aux risques et périls</i>).....	comm. 249 (déc.)
Cass. 1 ^{re} civ., 22 sept. 2016 , n° 15-19.543, F-P+B, Sté BSH électroménager : JurisData n° 2016-018933 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 267 (déc.)
Cass. 1 ^{re} civ., 22 sept. 2016 , n° 15-18.858, F-P+B, Sté Nordea Bank : JurisData n° 2016-018924 (<i>Contrat de consommation</i>).....	comm. 269 (déc.)
CA Paris, pôle 5 - ch. 5-7, 22 sept. 2016 , n° 2015/09009, Grands Moulins de Strasbourg SA : JurisData n° 2016-019421 (<i>Procédure</i>).....	comm. 242 (nov.)
CA Paris, Pôle 1, ch. 8, 23 sept. 2016 , n° 16/08899 : JurisData n° 2016-020656 (<i>Relations commerciales</i>).....	comm. 237 (nov.)
Cass. com., 27 sept. 2016 , n° 14-22.013, FS-P+B, Sté Celtram : JurisData n° 2016-019561 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 268 (déc.)
Cass. 1 ^{re} civ., 28 sept. 2016 , n° 15-17.033 et 15-17.516, FS-P+B, Sté AXA France IARD et autre : JurisData n° 2016-019716 (<i>Agence de voyage</i>).....	comm. 247 (déc.)
Cass. 1 ^{re} civ., 28 sept. 2016 , n° 15-18.148, F-D, Sté Deegon et autre : JurisData n° 2016-019852 (<i>Condition suspensive</i>).....	comm. 248 (déc.)
Octobre	
Cass. com., 4 oct. 2016 , n° 14-28.013, FS-D, Sté Carrefour France, Sté CSF, Sté Carrefour proximité France, Sté Interdis, Sté Carrefour administratif France, Sté Carrefour hypermarchés c/ Min. éco., ind. et numérique : JurisData n° 2016-020311 (<i>Déséquilibre significatif</i>).....	comm. 253 (déc.)
Cass. com., 4 oct. 2016 , n° 15-15.996, F-D, Sté Les menuiseries de l'Ain : JurisData n° 2016-020312 (<i>Clause de non-concurrence</i>).....	comm. 259 (déc.)
Cass. soc., 5 oct. 2016 , n° 15-22.730, FS-P+B, SAS Distribution Casino France : JurisData n° 2016-020286 (<i>Clause de non-concurrence</i>).....	comm. 258 (déc.)
CA Paris, pôle 5, ch. 7, 6 oct. 2016 , n° 2015/06776 (<i>Engagements</i>).....	comm. 265 (déc.)
Cass. 1 ^{re} civ., 12 oct. 2016 , n° 15-20.380, FS-P+B+, Sté Corsair : JurisData n° 2016-021221 (<i>Transport aérien</i>).....	comm. 270 (déc.)
CE, Ord. juge des référés, 17 oct. 2016 , n° 403730, Sté Soufflet Agriculture et Sté Sobra : JurisData n° 2016-023090 (<i>Contrôle des concentrations</i>).....	comm. 264 (déc.)
Cass. com., 18 oct. 2016 , n° 15-13.834, F-D, Sté Carrefour c/ M. X et Min. éco. et fin. : JurisData n° 2016-021488 (<i>Pratiques restrictives de concurrence</i>).....	comm. 255 (déc.)

2015

Août

L. n° 2015-990, **6 août 2015**, pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques : JO 7 Août 2015 (*Compagnies aériennes*).....**chron. 1 (févr.)**

Novembre

CEPC, avis n° 15-28, **5 nov. 2015**, relatif à une demande d'avis d'une organisation professionnelle portant sur deux clauses contractuelles dans le secteur pharmaceutique (*Déséquilibre significatif*).....**comm. 69 (mars)**
PE et Cons. UE, dir. n° 2015/2302, **25 nov. 2015** (*Contrat de voyage*).....**alerte 17 (févr.)**

Décembre

D. n° 2015-1849, **29 déc. 2015**, établissant le barème prévu à l'article L. 314-14-1 du code de la consommation, permettant de déterminer le montant maximum de l'indemnité que le prêteur peut demander à l'emprunteur défaillant d'un prêt viager hypothécaire à versements périodiques d'intérêts : JO 31 déc. 2015 (*Crédit à la consommation*).....**alerte 9 (févr.)**

2016

Janvier

Aut. conc., avis n° 16-A-01, **15 janv. 2016** (*Pratiques anticoncurrentielles*).....**chron. 2 (mars)**
ARAFER, avis n° 2016-008, **20 janv. 2016**, relatif au projet de décret fixant les modalités d'application des sections 3 à 5 du chapitre II du titre II du code de la voirie routière (*Pratiques anticoncurrentielles*).....**chron. 2 (mars)**
D. n° 2016-44, **26 janv. 2016**, relatif aux sociétés exploitant un laboratoire de biologie médicale privé et aux sociétés de participations financières de profession libérale de biologistes médicaux (rectificatif) : JO 28 janv. 2016 (*Pratiques anticoncurrentielles*).....**chron. 2 (mars)**

Février

Ord. n° 2016-131, **10 févr. 2016**, portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations : JO 11 févr. 2016 (*Contrats et obligations*).....**alerte 22 (mars)**

Mars

Ord. n° 2016-301, **14 mars 2016**, relative à la partie législative du Code de la consommation : JO 16 mars 2016 (*Consommation*).....**alerte 26 (avr.)**
Ord. n° 2016-351, **25 mars 2016**, sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation : JO 26 mars 2016 (*Contrat de crédit*).....**alerte 40 (mai)**

Avril

Ord. n° 2016-526, **28 avr. 2016**, portant transposition de la directive 2014/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit : JO 29 avr. 2016 (*Consommation*).....**alerte 45 (juin)**

Mai

D. n° 2016-555, **6 mai 2016**, relatif au chèque énergie : JO 8 mai 2016 (*Consommation*).....**alerte 46 (juin)**
A., **9 mai 2016**, fixant les tarifs de la liste d'opposition au démarchage téléphonique : JO 13 mai 2016 (*Consommation*).....**alerte 53 (juill.)**
CEPC, avis n° 16-9, **12 mai 2016**, relatif à une demande d'avis d'un groupement d'intérêt public sur la validité d'une clause de non concurrence insérée dans des contrats entre une société et des hôteliers (*Clause de non-concurrence post-contractuelle*).....**comm. 194 (août-sept.)**
D. n° 2016-607, **13 mai 2016**, portant sur les contrats de crédit immobilier aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation (*Contrat de crédit*).....**alerte 54 (juill.)**
D. n° 2016-622, **19 mai 2016**, portant transposition de la directive 2014/17/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 février 2014 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage résidentiel et modifiant les directives 2008/48/CE et 2013/36/UE et le règlement (UE) n° 1093/2010 : JO 20 mai 2016 (*Contrat de crédit*).....**alerte 54 (juill.)**

Juin

L. n° 2016-731, **3 juin 2016**, renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale (*Pratiques anticoncurrentielles*).....**comm. 241 (nov.)**
PE et Cons. UE, dir. n° 2016/943/UE, **8 juin 2016** (*Contrats et obligations*).....**alerte 70 (août-sept.)**
D. n° 2016-884, **29 juin 2016**, relatif à la partie réglementaire du Code de la consommation (*Code de la consommation*).....**comm. 199 (août-sept.)**

Août

L. org. n° 2016-1090, **8 août 2016**, relative aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature : JO 11 août 2016 (*Juges de proximité*).....**comm. 246 (nov.)**

Octobre

Aut. conc., avis n° 16-A-18, **10 oct. 2016**, relatif à la liberté d'installation et à des recommandations de créations d'offices d'avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation : JO 1^{er} nov. 2016 (*Professions réglementées*).....**comm. 266 (déc.)**

© LexisNexis SA 2016

Cette œuvre est protégée par les dispositions du Code de la propriété intellectuelle, notamment par celles de ses dispositions relatives à la propriété littéraire et artistique et aux droits d'auteur. Ces droits sont la propriété exclusive de LexisNexis SA. Toute reproduction intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par LexisNexis SA ou ses ayants droit, est strictement interdite. LexisNexis SA se réserve notamment tous droits au titre de la reproduction par reprographie destinée à réaliser des copies de la présente œuvre sous quelque forme que ce soit aux fins de vente, de location, de publicité, de promotion ou de toute autre utilisation commerciale conformément aux dispositions de l'article L. 122-10 du Code de la propriété intellectuelle relatives à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie.

Avertissement de l'Éditeur : " Toute utilisation ou traitement automatisé, par des tiers, de données personnelles pouvant figurer dans cette revue sont formellement interdits "